

WALLIX GROUP
Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance
Au capital de 303 468 Euros
Siège social : 118, rue de Tocqueville – 75017 Paris
428 753 149 R.C.S. PARIS

NOTE D'OPERATION

Mise à la disposition du public à l'occasion :

- de l'admission aux négociations sur le marché Alternext des 3 034 680 actions existantes composant le capital de la société WALLIX GROUP, et
- de l'admission aux négociations sur le marché Alternext de l'intégralité des 224 570 actions à provenir de l'exercice des options de souscription d'actions, des bons de souscription d'actions et des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise exerçables immédiatement ou dans le futur,
- du placement, dans le cadre d'une offre à prix ouvert auprès du public en France et d'un placement global principalement auprès d'investisseurs institutionnels en France et hors de France, d'actions nouvelles à émettre dans le cadre d'une augmentation de capital en espèces avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires par voie d'offre au public d'un montant d'environ 7 500 000 euros, prime d'émission incluse (correspondant à titre indicatif à 750 000 actions nouvelles, sur la base du point médian de la fourchette indicative de prix, pouvant être porté à un maximum de 991 875 actions nouvelles en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation) et de leur admission aux négociations sur le marché Alternext.

Période d'offre : du 28 mai 2015 au 10 juin 2015 (inclus)
Fourchette indicative de prix applicable à l'offre à prix ouvert et au placement global :
entre 9 euros et 11 euros par action

Le prix pourra être fixé en dessous de 9 euros par action sous certaines conditions.
En cas de modification de la borne haute de la fourchette ou de fixation du prix au-dessus de 11 euros par action, les ordres émis dans le cadre de l'offre à prix ouvert pourront être révoqués pendant au moins deux jours de bourse.



AUTORITÉ
DES MARCHÉS FINANCIERS

En application des articles L.412-1 et L.621-8 du Code monétaire et financier et de son Règlement général, notamment de ses articles 211-1 à 216-1, l'Autorité des Marchés Financiers (l'« **AMF** ») a apposé le visa n° 15-222 en date du 27 mai 2015 sur le présent Prospectus. Ce prospectus a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Le visa, conformément aux dispositions de l'article L.621-8-1-I du Code monétaire et financier, a été attribué après que l'Autorité des Marchés Financiers a vérifié « si le document est complet et compréhensible et si les informations qu'il contient sont cohérentes ». Il n'implique ni l'approbation de l'opportunité de l'opération, ni authentification des documents comptables et financiers présentés.

Le présent prospectus (le « Prospectus ») visé par l'Autorité des Marchés Financiers est constitué :

- du Document de base de la société WALLIX GROUP enregistré auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 18 mai 2015 sous le numéro I 15-036 (le « **Document de Base** »),
- de la présente note d'opération (la « **Note d'Opération** ») ;
- du résumé du Prospectus (inclus dans la Note d'Opération).

Des exemplaires du présent Prospectus sont disponibles sans frais au siège social de la Société, et auprès de l'établissement financier ci-dessous. Ce document peut également être consulté en ligne sur les sites de l'AMF (www.amf-france.org) et de la Société (www.wallix.com).



Chef de File et Teneur de Livre



SPONSOR *Finance*
Listing Sponsor

SOMMAIRE

1. PERSONNE RESPONSABLE	32
1.1. DENOMINATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE	32
1.2. DECLARATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE	32
1.3. ENGAGEMENTS DE LA SOCIETE	32
1.4. ATTESTATION DU LISTING SPONSOR	33
1.5. RESPONSABLE DE L'INFORMATION FINANCIERE	34
2. FACTEURS DE RISQUES LIES A L'OFFRE	35
2.1. LES ACTIONS DE LA SOCIETE N'ONT PAS ETE PREALABLEMENT COTEES ET SONT SOUMISES AUX FLUCTUATIONS DE MARCHE	35
2.2. LE COURS DE L'ACTION DE LA SOCIETE EST SUSCEPTIBLE D'ETRE AFFECTE PAR UNE VOLATILITE IMPORTANTE	35
2.3. RISQUES LIES A L'INSUFFISANCE DES SOUSCRIPTIONS ET A L'ANNULATION DE L'OPERATION	36
2.4. LA CESSIION PAR LES PRINCIPAUX ACTIONNAIRES EXISTANTS DE LA SOCIETE D'UN NOMBRE IMPORTANT D'ACTIONS DE LA SOCIETE POURRAIT AVOIR UN IMPACT SIGNIFICATIF SUR LE COURS DES ACTIONS DE LA SOCIETE	36
2.5. LA SOCIETE N'ENTEND PAS ADOPTER UNE POLITIQUE DE VERSEMENT DE DIVIDENDES REGULIERS COMPTE TENU DE SON STADE DE DEVELOPPEMENT	36
2.6. RISQUE DE DILUTION	36
2.7. ABSENCE DES GARANTIES ASSOCIEES AUX MARCHES REGLEMENTES	37
2.8. RISQUE DE CHANGE	37
3. INFORMATIONS DE BASE	38
3.1. DECLARATION SUR LE FONDS DE ROULEMENT NET	38
3.2. CAPITAUX PROPRES ET ENDETTEMENT	38
3.3. INTERETS DES PERSONNES PHYSIQUES ET MORALES PARTICIPANT A L'EMISSION	39
3.4. RAISONS DE L'OFFRE ET UTILISATION DU PRODUIT	39
4. INFORMATIONS SUR LES VALEURS MOBILIERES DEVANT ETRE OFFERTES ET ADMISES A LA NEGOCIATION SUR LE MARCHE ALTERNEXT	40
4.1. NATURE ET CATEGORIE DES ACTIONS ET DATE DE JOUISSANCE DES ACTIONS NOUVELLES EMISES ET ADMISES A LA NEGOCIATION	40
4.2. DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAUX COMPETENTS	41
4.3. FORME ET MODE D'INSCRIPTION EN COMPTE DES ACTIONS	41
4.4. DEVISE D'EMISSION DES ACTIONS	41
4.5. DROITS ATTACHES AUX ACTIONS	41
4.6. AUTORISATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE	43
4.7. DATE PREVUE D'EMISSION DES ACTIONS OFFERTES	46
4.8. RESTRICTIONS A LA LIBRE NEGOCIABILITE DES ACTIONS	46
4.9. REGLES FRANÇAISES EN MATIERE D'OFFRE PUBLIQUE	46
4.10. OFFRES PUBLIQUES D'ACHAT INITIEES PAR DES TIERS SUR LE CAPITAL DE L'EMETTEUR DURANT LE DERNIER EXERCICE ET L'EXERCICE EN COURS	46
4.11. REGIME SPECIAL DES PLANS D'EPARGNE EN ACTIONS (« PEA ») DE DROIT COMMUN ET DES PEA « PME-ETI »	47
4.12. RETENUE A LA SOURCE SUR LES DIVIDENDES VERSEES A DES NON-RESIDENTS FISCAUX FRANÇAIS	48

4.13.	REDUCTION D'IMPOT DE SOLIDARITE SUR LA FORTUNE AU TITRE DE LA SOUSCRIPTION A L'AUGMENTATION DE CAPITAL (ARTICLE 885-0 V BIS DU CODE GENERAL DES IMPOTS)	51
5.	MODALITES DE L'OFFRE	42
5.1.	MODALITES DE L'OFFRE, CALENDRIER PREVISIONNEL ET MODALITES DES DEMANDES DE SOUSCRIPTION	42
5.1.1	Modalités de l'Offre	42
5.1.2.	Montant de l'offre	43
5.1.3.	Procédure et période de souscription	43
5.1.3.1.	Caractéristiques principales de l'OPO	43
5.1.3.2.	Caractéristiques principales du Placement Global	46
5.1.4.	Révocation / Suspension de l'Offre	47
5.1.5	Réduction de l'Offre	47
5.1.6	Nombre minimal ou maximal d'actions sur lequel peut porter un ordre	47
5.1.7.	Révocation des ordres de souscription	47
5.1.8	Versement des fonds et modalités de délivrance des Actions Offertes	48
5.1.9.	Publication des résultats de l'émission	48
5.1.10	Droits préférentiels de souscription	48
5.2.	PLAN DE DISTRIBUTION ET ALLOCATION DES ACTIONS NOUVELLES	48
5.2.1.	Catégorie d'investisseurs potentiels et restrictions applicables à l'Offre	48
5.2.1.1.	Catégorie d'investisseurs potentiels	48
5.2.1.2.	Restrictions applicables à l'Offre	49
5.2.1.2.1.	Restrictions concernant les États-Unis d'Amérique	49
5.2.1.2.2.	Restrictions concernant les États de l'Espace Économique Européen (autres que la France)	49
5.2.1.2.3	Restrictions concernant le Royaume-Uni	50
5.2.1.2.4	Restrictions concernant l'Australie, le Canada et le Japon	50
5.2.2.	Intention de souscription des principaux actionnaires de la Société ou des membres de ses organes d'administration, de direction ou de surveillance ou de quiconque entendrait prendre une souscription de plus	51
5.2.3	Information pré-allocation	51
5.2.4	Notification aux souscripteurs	51
5.2.5	Clause d'Extension	52
5.2.6	Option de Surallocation	52
5.3.	FIXATION DU PRIX DE SOUSCRIPTION	52
5.3.1.	Méthode de fixation du Prix de l'Offre	52
5.3.2.	Procédure de Publication du Prix de l'Offre et des éventuelles modifications des paramètres de l'Offre	53
5.3.2.1.	Date de fixation du Prix de l'Offre – Modification éventuelle du calendrier	53
5.3.2.2.	Publication du Prix de l'Offre et du nombre d'Actions Offertes	54
5.3.2.3.	Modifications de la fourchette, fixation du Prix de l'Offre en dehors de la fourchette et modification du nombre d'Actions Offertes	54
5.3.2.4.	Clôture anticipée ou prorogation de l'Offre	55
5.3.2.5.	Modification significative des modalités de l'Offre	55
5.3.3.	Restriction ou suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires	55
5.3.4.	Disparité de prix	56
5.4.	PLACEMENT ET GARANTIE	57
5.4.1.	Coordonnées des établissements financiers introducteurs	57
5.4.2.	Coordonnées des intermédiaires chargés du service financier et des dépositaires dans chaque pays concerné	57
5.4.3.	Garantie	57
5.4.4.	Engagements de conservation	57
5.4.5.	Date de règlement-livraison des Actions Offertes	57
6.	INSCRIPTION A LA NEGOCIATION ET MODALITES DE NEGOCIATION	58
6.1.	INSCRIPTION AUX NEGOCIATIONS	58
6.2.	PLACE DE COTATION	58

6.3.	OFFRES CONCOMITANTES DE VALEURS MOBILIERES DE LA SOCIETE _____	58
6.4.	CONTRAT DE LIQUIDITE ET RACHAT D' ACTIONS PROPRES _____	58
6.5.	STABILISATION _____	58
7.	DETENTEURS DE VALEURS MOBILIERES SOUHAILANT LES VENDRE ____	60
7.1.	PERSONNES OU ENTITES AYANT L'INTENTION DE VENDRE DES TITRES DE CAPITAL OU DES VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL DE LA SOCIETE _____	60
7.2.	NOMBRE ET CATEGORIES DE VALEURS MOBILIERES OFFERTES PAR LES DETENTEURS SOUHAILANT LES VENDRE _____	60
7.3.	ENGAGEMENTS DE CONSERVATION DES TITRES _____	60
	7.3.1. Engagement d' abstention souscrit par la Société _____	60
	7.3.2. Engagement de conservation souscrit par les membres du Directoire _____	60
	7.3.3. Engagement de conservation pris par les principaux actionnaires de la Société ____	61
8.	DEPENSES LIEES A L'OFFRE _____	62
9.	DILUTION _____	63
9.1.	IMPACT DE L'OFFRE SUR LES CAPITAUX PROPRES DE LA SOCIETE ____	63
9.2.	MONTANT ET POURCENTAGE DE LA DILUTION RESULTANT DE L'OFFRE _____	64
9.3.	REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL ET DES DROITS DE VOTE _____	64
	9.3.1. Répartition du capital avant et après l' introduction _____	65
	9.3.2. Répartition des droits de vote avant et après l' introduction _____	66
10.	INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES _____	67
10.1.	CONSEILLERS AYANT UN LIEN AVEC L'EMISSION _____	67
10.2.	AUTRES INFORMATIONS VERIFIEES PAR LES COMMISSAIRES AUX COMPTES _____	67
10.3.	RAPPORT D'EXPERTS _____	67
10.4.	INFORMATIONS CONTENUES DANS LE PROSPECTUS PROVENANT DE TIERCE PARTIE _____	67
10.5.	MISE A JOUR DE L'INFORMATION CONCERNANT LA SOCIETE _____	67

NOTES

Définitions

Dans la présente Note d'Opération, les expressions la « Société » l'« Emetteur » ou « WALLIX GROUP » désignent la société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance WALLIX GROUP.

Avertissement

L'information faisant l'objet du présent Prospectus permet de maintenir, en tous points significatifs et en tant que de besoin, l'égalité d'accès entre les différents actionnaires et investisseurs à l'information relative à la Société.

Le Prospectus contient des déclarations prospectives et des informations sur les objectifs de la Société qui sont parfois identifiées par l'utilisation du futur, du conditionnel et de termes à caractère prospectif tels que « estimer », « considérer », « avoir pour objectif », « s'attendre à », « entend », « devrait », « souhaite » et « pourrait ». Ces informations sont fondées sur des données, hypothèses et estimations considérées comme raisonnables par la Société. Les déclarations prospectives et les objectifs figurant dans le Prospectus peuvent être affectés par des risques connus et inconnus, des incertitudes liées notamment à l'environnement réglementaire, économique, financier et concurrentiel, et d'autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats futurs, les performances et les réalisations de la Société soient significativement différents des objectifs formulés ou suggérés. Des précisions sur ces facteurs de risque et d'incertitude sont notamment données au chapitre 4 du Document de Base. La réalisation de tout ou partie de ces risques est susceptible d'avoir un effet négatif sur l'activité, la situation, les résultats financiers de la Société ou ses objectifs. Par ailleurs, d'autres risques, non encore actuellement identifiés ou considérés comme non significatifs par la Société, pourraient avoir le même effet négatif et les investisseurs pourraient perdre tout ou partie de leur investissement.

Le Prospectus contient également des informations relatives aux marchés de la Société et de ses concurrents, ainsi qu'à son positionnement concurrentiel. Ces informations proviennent notamment d'études réalisées par des sources extérieures. Toutefois, les informations publiquement disponibles, que la Société considère comme fiables, n'ont pas été vérifiées par un expert indépendant et la Société ne peut pas garantir qu'un tiers utilisant des méthodes différentes pour réunir, analyser ou calculer des données sur les marchés obtiendrait les mêmes résultats.

Les investisseurs sont invités à prendre attentivement en considération les facteurs de risques décrits au chapitre 2 « Facteurs de risques » de la présente Note d'Opération et au chapitre 4 du Document de Base avant de prendre leur décision d'investissement. La réalisation de tout ou partie de ces risques est susceptible d'avoir un effet négatif sur les activités, la situation, les résultats financiers de la Société ou la réalisation de ses objectifs. Par ailleurs, d'autres risques non encore actuellement identifiés ou considérés comme significatifs par la Société pourraient avoir le même effet négatif et les investisseurs pourraient perdre tout ou partie de leur investissement.

RÉSUMÉ DU PROSPECTUS

Visa n°15-222 en date du 27 mai 2015 de l'AMF

Le résumé se compose d'une série d'informations clés, désignées sous le terme d' « Éléments », qui sont présentés en cinq sections A à E et numérotées de A.1 à E.7.

Ce résumé contient l'ensemble des Éléments devant figurer dans le résumé d'un prospectus relatif à cette catégorie de valeurs mobilières et à ce type d'émetteur. Tous les Éléments ne devant pas être renseignés, la numérotation des Éléments dans le présent résumé n'est pas continue.

Il est possible qu'aucune information pertinente ne puisse être fournie au sujet d'un Éléments donné qui doit figurer dans le présent résumé du fait de la catégorie de valeurs mobilières et du type d'émetteur concerné. Dans ce cas, une description sommaire de l'Éléments concerné figure dans le résumé avec la mention « Sans objet ».

Section A – Introduction et avertissements		
A.1	Introduction et avertissements	<p>Le présent résumé doit être lu comme une introduction au Prospectus.</p> <p>Toute décision d’investir dans les valeurs mobilières concernées doit être fondée sur un examen exhaustif du Prospectus par l’investisseur.</p> <p>Lorsqu’une action concernant l’information contenue dans le Prospectus est intentée devant un tribunal, l’investisseur plaignant peut, selon la législation nationale des États membres, avoir à supporter les frais de traduction du Prospectus avant le début de la procédure judiciaire.</p> <p>Une responsabilité civile n’est attribuée qu’aux personnes qui ont présenté le résumé, y compris sa traduction, mais uniquement si le contenu du résumé est trompeur, inexact ou contradictoire par rapport aux autres parties du prospectus ou s’il ne fournit pas, lu en combinaison avec les autres parties du prospectus, les informations clés permettant d’aider les investisseurs lorsqu’ils envisagent d’investir dans ces valeurs mobilières.</p>
A.2	Consentement de l’Emetteur	Sans objet.
Section B – Emetteur		
B.1	Dénomination sociale / Nom commercial	<ul style="list-style-type: none"> - Raison sociale : WALLIX GROUP (la « Société » ou l’ « Emetteur ») ; - Nom commercial : WALLIX GROUP.
B.2	Siège social / Forme Juridique / Législation / Pays d’origine	<ul style="list-style-type: none"> - Siège social : 118, rue de Tocqueville – 75017 Paris – France ; - Forme juridique : Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance ; - Droit applicable : droit français ; - Pays d’origine : France.

<p>B.3</p>	<p>Nature des opérations et Principales activités</p>	<p>Lancée en 2003, WALLIX GROUP est depuis 2008 un éditeur de logiciels de cyber-sécurité français spécialisé dans la traçabilité et la gestion des comptes à privilèges, le Privileged Session Management (PSM) dont il est un expert européen. Le PSM est un segment du marché particulièrement innovant de la gestion des comptes à privilèges ou <i>Privileged Access Management</i> (PAM) qui est principalement structuré autour de deux grandes familles de produits : les logiciels de gestion des mots de passe et les solutions de traçabilité des comptes à privilèges.</p> <ul style="list-style-type: none"> - WALLIX GROUP propose aux entreprises une solution permettant de gérer les risques informatiques liés aux comptes à privilèges en sécurisant leurs accès, leurs mots de passe et en assurant la traçabilité de leurs utilisateurs internes et externes. Elle contribue à la mise en conformité des entreprises avec les réglementations de leur secteur d'activité (secteur sensible, santé, finance & assurance) ou de leur métier (fournisseur de services informatiques, hébergeur de cloud et de données). La Société se positionne ainsi au cœur du maintien de l'intégrité d'un système d'information ou d'un cloud public ou privé, en s'inscrivant dans une vision globale et sécurisée de la gouvernance des systèmes d'information. <p>La Société a développé le système Wallix AdminBastion, aussi appelé WAB, qui permet de créer un sas d'entrée logiciel positionné derrière le pare-feu de l'entreprise, en amont du système d'information, pour contrôler et limiter l'accès aux équipements, aux applications et aux données. Le WAB permet ainsi d'identifier les utilisateurs de comptes à privilèges, de gérer la complexité des mots de passe en leur attribuant un identifiant unique tout en contrôlant en interne leurs accès aux équipements, aux serveurs et aux applications ainsi que les mots de passe associés, de mettre en place des règles de gouvernance des accès et de prédéfinir des plages d'interventions (périmètre, plages horaires, durée). Une fois paramétré, le système permet de surveiller en temps réel les accès aux données et aux applications sensibles, et d'enregistrer les sessions des utilisateurs de comptes à privilèges à des fins d'audit.</p> <p>Les entreprises peuvent ainsi définir le niveau de sécurité des accès, garantir l'intégrité de leurs fichiers informatiques et prouver que leurs règles d'utilisation sont conformes aux normes et réglementations en vigueur dans leur secteur d'activité. Les utilisateurs se connectent à un compte unique qui leur donne accès à l'ensemble des données dont ils ont besoin, optimisant ainsi leur productivité. Par ailleurs, les utilisateurs qui accèdent régulièrement à des données sensibles tels que les directeurs informatiques, les RSSI (Responsable de la Sécurité du Système d'Information), les directeurs sûreté ou les directeurs des risques, ont grâce à WALLIX GROUP une garantie de leur activité vis-à-vis de leur employeur, de leur entreprise ou de leurs clients.</p> <p>Le WAB est distribuée dans plusieurs pays de la zone Europe Moyen Orient et Afrique tels que l'Angleterre, le Benelux, la Suisse, la Russie, le Maghreb et le Moyen Orient.</p>
-------------------	--	--

		<p>- La suite WALLIX est principalement commercialisée sous forme de Licence perpétuelle avec un contrat de maintenance. WALLIX GROUP a mis en place une organisation commerciale qui démarché directement les grands comptes (CAC40, SBF250, Fortune1000) couplée à l'animation d'un réseau de partenaires certifiés, en France et à l'étranger.</p> <p>Dans le cadre de sa stratégie de ventes indirectes, où il réalise la majeure partie de sa facturation Logiciels, WALLIX GROUP a développé une politique de partenariats forte avec différents profils d'entreprises : cabinets de conseil, revendeurs, intégrateurs et opérateurs de services managés. Au 1er janvier 2015, WALLIX GROUP compte une cinquantaine de partenaires (distributeurs, partenaires Elite et partenaires Premier) couvrant pour l'essentiel une partie de la zone EMEA. Le nombre de partenaires a doublé sur les 3 dernières années</p> <p>- La gestion des comptes à privilèges est la solution clé pour identifier les utilisateurs de comptes à privilèges, protéger les mots de passe et les accès sensibles tels que les données clients, les comptes utilisateurs, les numéros de cartes bancaires, les informations de santé ou à caractère confidentiel, les secrets industriels, de défense ou la propriété intellectuelle, etc.</p> <p>WALLIX GROUP permet donc à ses clients grâce à sa solution WAB de gestion des comptes à privilèges de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • centraliser les accès au système d'information de l'entreprise ; • identifier les utilisateurs de comptes à privilèges et de comptes partagés ; • surveiller en temps réel et enregistrer le déroulé des interventions des personnes qui utilisent les accès privilégiés au système d'information ; • tracer et alerter en temps réel sur une utilisation non conforme du système ; • et, auditer à posteriori les enregistrements des sessions des utilisateurs de comptes à privilèges. <p>L'offre WAB est la seule solution de traçabilité certifiée en France par l'ANSSI (à fin mars 2015) sur le marché de la gestion des comptes à privilèges et la traçabilité des accès au système d'information (certification CSPN). WALLIX GROUP poursuit par ailleurs sa stratégie de certification dans les autres pays où le Groupe commercialise son produit, quand elle est utile en termes de pénétration de marché.</p> <p>WALLIX GROUP a déposé auprès de l'Agence pour la Protection des Programmes les programmes WAB version 2.0.1 en mars 2010, et WAB version 4.0.2 en avril 2014. Pour protéger sa technologie, le Groupe a déposé une demande de brevet en mars 2015, intitulée « Transfert sécurisé d'information d'authentification ».</p> <p>En 2015-2016, WALLIX GROUP prévoit de lancer deux nouveaux modules (portail, coffre-fort à mot de passe) venant compléter son offre WAB et lui permettant d'adresser la totalité du marché du PAM en France et à l'international:</p>
--	--	---

- Au troisième trimestre 2015, lancement prévu de la plateforme WAB, un portail destiné aux hébergeurs de cloud et aux fournisseurs de services managés (entreprises qui gèrent des services informatiques pour le compte d'entreprises). Ce nouveau type de clients / partenaires devrait permettre à WALLIX GROUP d'élargir sa clientèle cible (PME/TPE, collectivités & établissements publics, réseaux de franchises, etc.) ;
- En 2016, le WAB Password Manager pour répondre aux besoins en matière de gestion des mots de passe (des équipements, des applications, des comptes génériques, etc.), notamment des grandes entreprises et des banques. Le WAB dans sa version actuelle embarque un coffre fort à mots de passe qui interagit avec les mots de passe des équipements, des serveurs et des applications de l'entreprise. Le WAB Password Manager permettra aux clients d'interagir avec le coffre-fort à mot de passe et de mettre en place des politiques de gestion des mots de passe à partir d'une interface web. Le WAB Password Manager héritera de la simplicité actuelle du WA B (prise en main, déploiement, maintenance, etc.).

Le Groupe a investi de l'ordre de 1,5 M€ pour l'exercice 2015, dans le but de finaliser le développement de sa plateforme WAB et l'offre WAB Password Manager.

Les Produits des activités ordinaires par zone géographique pour les 3 exercices présentés sont les suivants :

Données consolidées auditées en K€	Exercice 2012 12 mois	Exercice 2013 12 mois	Exercice 2014 12 mois
France	1 573	1 914	2 712
Union Européenne	48	158	470
Hors Union Européenne	420	591	791
Total Export	469	749	1 260
Total Chiffre d'affaires	2 041	2 662	3 972

B.4a	Tendances récentes ayant des répercussions sur la société	<p>Les tendances depuis le 1^{er} janvier 2015 sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accroissement du nombre d’actes de Cyber-terrorisme à la suite des attentats du 11 janvier. - Evolution réglementaire avec le Décret du 29 mars 2015 concernant les Opérateurs d’Importance Vitale et la nécessité de s’équiper avec des produits de confiance. - L’offre Wallix On Demand permet un mode de commercialisation sous forme d’une souscription trimestrielle de droit d’usage. Si généralement la suite WALLIX est installée dans un contexte de virtualisation, il est proposé en option des serveurs physiques (Appliance) dédiés qui hébergent le logiciel WAB. <p>Le Groupe projette le lancement de l’offre WAB Managed Services au troisième trimestre 2015 et celui de la plateforme en 2016. Le lancement de ces nouveaux produits devrait apporter du chiffre d’affaires additionnel aux activités historiques du Groupe.</p> <p>Par ailleurs compte tenu du déploiement prévu hors de France, WALLIX GROUP a comme objectif de dépasser les 50% de revenus à l’international en 2016.</p>
-------------	--	---

B.5	Description du Groupe	<p>A la date du Prospectus l'organisation juridique du Groupe est la suivante :</p> <div data-bbox="668 280 1198 544" data-label="Diagram"> <pre> graph TD WG[WALLIX GROUP] -- 100% --> WS[WALLIX SARL France] WG -- 100% --> WC[WALLIX CORP USA] </pre> </div> <p>WALLIX GROUP SA est la société mère qui fait l'objet du projet de l'introduction en Bourse. Elle supporte l'activité historique du Groupe, l'activité Services (hébergement sécurisé d'applications sensibles).</p> <p>Wallix SARL est une société française dont le siège social est situé au 118 rue de Tocqueville 75 017 Paris. Son activité est l'édition et la mise en œuvre de solutions logicielles de gestion et de sécurité des infrastructures réseaux et systèmes. Elle supporte l'activité Logiciels du Groupe (vente de licences et maintenance).</p> <p>Wallix CORP est une société américaine dont le siège social est situé au 40 East division Suite A 19901 Dover dans l'état de New-York. Son activité est l'édition de logiciels de sécurité informatique. Elle a vocation à développer cette activité auprès des acteurs Nord-américains. Cependant à ce jour la société n'a encore enregistré aucune commande.</p> <p>En outre, la Société dispose d'un bureau de représentation (qui n'est pas un établissement stable) en Angleterre.</p> <p>Les pourcentages de droit de vote correspondent aux pourcentages de détention.</p>
-----	-----------------------	---

B.6

Actionnariat

À la date du Prospectus, le capital de la Société s'élève à 303 468 euros, divisé en 3.034.680 actions de 0,10 euros de valeur nominale chacune, entièrement libérée. L'actionnariat détaillé de la Société à la date du présent Prospectus est le suivant :

	Situation à la date du Prospectus sur une base non diluée		Situation à la date du Prospectus sur une base pleinement diluée *				
	Nombre d'actions	% du capital et des droits de vote	Nombre d'actions pouvant être souscrites par exercice des BSPCE	Nombre d'actions pouvant être souscrites par exercice des BSA	Nombre d'actions pouvant être souscrites par exercice des Options **	Nombre d'actions total post exercice des BSPCE, BSA et Options	% du capital et des droits de vote
Jean-Noël de Galzain	702 410	23,15%	103 290	-	-	805 700	24,90%
Amaury Rosset	244 320	8,05%	42 250	-	-	286 570	8,86%
Dominique Meurisse	17 850	0,59%	10 810	-	11 250	39 910	1,23%
Total dirigeants mandataires sociaux	964 580	31,79%	156 350	-	11 250	1 132 180	34,99%
Auriga Partners (1)	603 690	19,89%	-	-	-	603 690	18,66%
TDH (2)	433 170	14,27%	-	-	-	433 170	13,39%
Access2Net (3)	133 360	4,39%	-	-	-	133 360	4,12%
Sopromec Participations (4)	100 010	3,30%	-	-	-	100 010	3,09%
Didier Lesteven (5)	4 000	0,13%	-	14 220	-	18 220	0,56%
Total mandataires sociaux (hors dirigeants)	1 274 230	41,99%	-	14 220	-	1 288 450	39,82%
FPCI FSN/ PME représenté par BPI France investissement représenté par Jocelyne Cerasa (6)	350 000	11,53%	-	-	-	350 000	10,82%
Salariés	55 050	1,81%	-	-	19 500	74 550	2,30%
Autres	390 820	12,88%	-	-	-	390 820	12,08%
Total	3 034 680	100,00%	156 350	14 220	30 750	3 236 000	100,00%

* les chiffres figurant dans cette colonne sont communiqués sur la base d'un capital pleinement dilué, c'est-à-dire en supposant chacun des bons de souscription d'actions et des bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise en circulation exercés étant précisé que chaque bon (BSA, BSPCE) et option donnent droit de souscrire à 10 actions de 0,10 € de valeur nominale.

** sur la base des options émises à la date du Prospectus, étant précisé que ne sont pas pris en comptes pour le calcul de la dilution les 23 250 actions pouvant découler de l'exercice des options de souscription issues de la troisième tranche du plan soumise à une condition de présence des bénéficiaire au 15 juin 2015. Les 23 250 actions pouvant être émises seraient réparties de la manière suivante : 7 500 actions au bénéfice de Serge Adda, 11 250 actions à destination de Dominique Meurisse et 4 500 actions à destination de Julien Patriarca. De même, ne sont pas prises en compte les 9 160 actions qui pourraient correspondre à l'exercice d'options de souscription d'actions autorisées par l'Assemblée du 30 avril 2012 et non encore attribuées par le Directoire au jour de la présente Note d'Opération. Etant précisé que le Directoire a jusqu'au 29 juin 2015 pour éventuellement mettre en œuvre cette autorisation et qu'une telle attribution n'est pas prévue.

(1) Société contrôlée par Messieurs Jacques Chatain, Patrick Bamas et Bernard Dageras

(2) Société contrôlée par Thierry Dassault / (3) Société contrôlée par Fondinvest FCPR VIII

(4) Société contrôlée par Pelican Ventures holding de la famille Gorgé

(5) Président du conseil de surveillance / (6) Société contrôlée par la Caisse des dépôts et de l'Etat

		A la connaissance de la Société, il n'existe pas d'action de concert entre ses actionnaires. Il existe à ce jour, un pacte d'actionnaires signé entre tous les actionnaires, qui sera de plein droit caduc à la date d'admission des actions de la Société sur le marché Alternext, conformément aux dispositions dudit pacte.																																																																																																																								
B. 7	Informations financières sélectionnées	<p>Normes françaises en K€,</p> <p><i>Informations financières sélectionnées du bilan:</i></p> <table><tr><th>Données consolidées auditées en K€</th><th>Exercice 2012 12 mois</th><th>Exercice 2013 12 mois</th><th>Exercice 2014 12 mois</th></tr><tr><td>Total actif</td><td>5 585</td><td>6 715</td><td>8 244</td></tr><tr><td> Actifs non courants</td><td>2 410</td><td>3 012</td><td>3 414</td></tr><tr><td> Dont immobilisations incorporelles</td><td>2 169</td><td>2 748</td><td>3 145</td></tr><tr><td> Dont immobilisations corporelles</td><td>171</td><td>194</td><td>189</td></tr><tr><td> Dont immobilisations financières</td><td>69</td><td>70</td><td>81</td></tr><tr><td> Actifs courants</td><td>3 176</td><td>3 702</td><td>4 829</td></tr><tr><td> Dont trésorerie et valeurs mobilières de placement</td><td>1 646</td><td>629</td><td>1 155</td></tr><tr><td>Total passif</td><td>5 585</td><td>6 715</td><td>8 244</td></tr><tr><td> Capitaux propres</td><td>2 325</td><td>1 993</td><td>2 787</td></tr><tr><td> Provisions</td><td>1</td><td>15</td><td>75</td></tr><tr><td> Dettes à plus d'un an</td><td>221</td><td>854</td><td>767</td></tr><tr><td> Dettes à moins d'un an et comptes de régularisation</td><td>3 038</td><td>3 852</td><td>4 614</td></tr></table> <p><i>Informations financières sélectionnées du compte de résultat :</i></p> <table><tr><th>Données consolidées auditées en K€</th><th>Exercice 2012 12 mois</th><th>Exercice 2013 12 mois</th><th>Exercice 2014 12 mois</th></tr><tr><td>Total produits opérationnels</td><td>3 639</td><td>4 488</td><td>5 814</td></tr><tr><td> Chiffre d'affaires</td><td>2 041</td><td>2 663</td><td>3 972</td></tr><tr><td> Reprises sur amortissement et provision, transfert de charges</td><td>50</td><td>19</td><td>68</td></tr><tr><td> Production immobilisée</td><td>1 065</td><td>1 179</td><td>1 190</td></tr><tr><td> Subventions</td><td>480</td><td>625</td><td>584</td></tr><tr><td> Autres produits d'exploitation</td><td>3</td><td>3</td><td>0</td></tr><tr><td>Total charges d'exploitation</td><td>-4 879</td><td>-4 775</td><td>-6 136</td></tr><tr><td> Frais de personnel</td><td>-2 670</td><td>-2 935</td><td>-3 641</td></tr><tr><td> Impôts et taxes</td><td>-75</td><td>-83</td><td>-84</td></tr><tr><td> Achats et charges externes</td><td>-1 570</td><td>-1 066</td><td>-1 449</td></tr><tr><td> Dotation aux amortissements et provisions</td><td>-537</td><td>-675</td><td>-913</td></tr><tr><td> Autres charges</td><td>-26</td><td>-16</td><td>-50</td></tr><tr><td>Total résultat opérationnel</td><td>-1 240</td><td>-287</td><td>-322</td></tr><tr><td>Résultat courant avant impôt</td><td>-1 239</td><td>-325</td><td>-320</td></tr><tr><td>Résultat net de l'exercice</td><td>-1 237</td><td>-335</td><td>-321</td></tr><tr><td>Résultat net par action</td><td>-4,70</td><td>-1,27</td><td>-1,06</td></tr></table>	Données consolidées auditées en K€	Exercice 2012 12 mois	Exercice 2013 12 mois	Exercice 2014 12 mois	Total actif	5 585	6 715	8 244	Actifs non courants	2 410	3 012	3 414	Dont immobilisations incorporelles	2 169	2 748	3 145	Dont immobilisations corporelles	171	194	189	Dont immobilisations financières	69	70	81	Actifs courants	3 176	3 702	4 829	Dont trésorerie et valeurs mobilières de placement	1 646	629	1 155	Total passif	5 585	6 715	8 244	Capitaux propres	2 325	1 993	2 787	Provisions	1	15	75	Dettes à plus d'un an	221	854	767	Dettes à moins d'un an et comptes de régularisation	3 038	3 852	4 614	Données consolidées auditées en K€	Exercice 2012 12 mois	Exercice 2013 12 mois	Exercice 2014 12 mois	Total produits opérationnels	3 639	4 488	5 814	Chiffre d'affaires	2 041	2 663	3 972	Reprises sur amortissement et provision, transfert de charges	50	19	68	Production immobilisée	1 065	1 179	1 190	Subventions	480	625	584	Autres produits d'exploitation	3	3	0	Total charges d'exploitation	-4 879	-4 775	-6 136	Frais de personnel	-2 670	-2 935	-3 641	Impôts et taxes	-75	-83	-84	Achats et charges externes	-1 570	-1 066	-1 449	Dotation aux amortissements et provisions	-537	-675	-913	Autres charges	-26	-16	-50	Total résultat opérationnel	-1 240	-287	-322	Résultat courant avant impôt	-1 239	-325	-320	Résultat net de l'exercice	-1 237	-335	-321	Résultat net par action	-4,70	-1,27	-1,06
Données consolidées auditées en K€	Exercice 2012 12 mois	Exercice 2013 12 mois	Exercice 2014 12 mois																																																																																																																							
Total actif	5 585	6 715	8 244																																																																																																																							
Actifs non courants	2 410	3 012	3 414																																																																																																																							
Dont immobilisations incorporelles	2 169	2 748	3 145																																																																																																																							
Dont immobilisations corporelles	171	194	189																																																																																																																							
Dont immobilisations financières	69	70	81																																																																																																																							
Actifs courants	3 176	3 702	4 829																																																																																																																							
Dont trésorerie et valeurs mobilières de placement	1 646	629	1 155																																																																																																																							
Total passif	5 585	6 715	8 244																																																																																																																							
Capitaux propres	2 325	1 993	2 787																																																																																																																							
Provisions	1	15	75																																																																																																																							
Dettes à plus d'un an	221	854	767																																																																																																																							
Dettes à moins d'un an et comptes de régularisation	3 038	3 852	4 614																																																																																																																							
Données consolidées auditées en K€	Exercice 2012 12 mois	Exercice 2013 12 mois	Exercice 2014 12 mois																																																																																																																							
Total produits opérationnels	3 639	4 488	5 814																																																																																																																							
Chiffre d'affaires	2 041	2 663	3 972																																																																																																																							
Reprises sur amortissement et provision, transfert de charges	50	19	68																																																																																																																							
Production immobilisée	1 065	1 179	1 190																																																																																																																							
Subventions	480	625	584																																																																																																																							
Autres produits d'exploitation	3	3	0																																																																																																																							
Total charges d'exploitation	-4 879	-4 775	-6 136																																																																																																																							
Frais de personnel	-2 670	-2 935	-3 641																																																																																																																							
Impôts et taxes	-75	-83	-84																																																																																																																							
Achats et charges externes	-1 570	-1 066	-1 449																																																																																																																							
Dotation aux amortissements et provisions	-537	-675	-913																																																																																																																							
Autres charges	-26	-16	-50																																																																																																																							
Total résultat opérationnel	-1 240	-287	-322																																																																																																																							
Résultat courant avant impôt	-1 239	-325	-320																																																																																																																							
Résultat net de l'exercice	-1 237	-335	-321																																																																																																																							
Résultat net par action	-4,70	-1,27	-1,06																																																																																																																							

		<i>Informations financières sélectionnées du tableau des flux de trésorerie :</i>			
		Données consolidées auditées en K€	Exercice 2012 12 mois	Exercice 2013 12 mois	Exercice 2014 12 mois
		Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	81	-235	739
		Dont capacité d'autofinancement	-813	332	592
		Dont variation du BFR	893	-567	147
		Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	-1 122	-1 195	-1 205
		Flux de trésorerie liés aux activités de financement	1 839	413	993
		Incidences des variations des cours des devises	0	0	0
		Variation de trésorerie	798	-1 017	527
B.8	Informations pro forma	Sans objet			
B.9	Prévision de bénéfice	Sans objet			
B.10	Eventuelles réserves sur les informations financières historiques contenues dans les rapports du commissaire	Sans objet			
B.11	Fonds de roulement net	Le Groupe estime être en mesure de faire face à ses échéances à venir jusqu’au au cours des 12 mois suivant la date du visa du Prospectus.			

Section C – Valeurs mobilières		
C.1	Nature, catégorie et numéro d'identification des actions nouvelles	<p><i>Les actions de la Société dont l'admission aux négociations sur le marché Alternext est demandée sont :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - l'ensemble des actions ordinaires composant le capital social, soit 3 034 680 actions de 0,10 euro de valeur nominale chacune intégralement souscrites et entièrement libérées et de même catégorie (les « Actions Existantes ») ; - un maximum de 224 570 actions à provenir de l'exercice des options de souscription d'actions, des bons de souscription d'actions et des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise exerçables immédiatement ou dans le futur, - un maximum de 750 000 actions nouvelles à émettre dans le cadre d'une augmentation de capital en numéraire avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires et par voie d'offre au public, pouvant être porté à un maximum de 862 500 actions nouvelles en cas d'exercice en totalité de la Clause d'Extension (ensemble, les « Actions Nouvelles ») et porté à un maximum de 991 875 actions nouvelles en cas d'exercice en totalité de l'Option de Surallocation (les « Actions Nouvelles Supplémentaires » et, avec les Actions Nouvelles, les « Actions Offertes »). <p>Les Actions Offertes sont des actions ordinaires de la Société, toutes de même catégorie.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Code ISIN : FR0010131409 ; - Mnémonique : ALLIX ; - Classification ICB : 9537-Software. - Lieu de cotation : Alternext Paris.
C.2	Devise d'émission	Euro.
C.3	Nombre d'actions émises et valeur nominale	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'actions émises : 750 000 actions pouvant être porté à un maximum de 991 875 en cas d'exercice intégral de la clause d'Extension et de l'Option de Surallocation. - Valeur nominale par action : 0,10 €.

C.4	Droits attachés aux actions	<p>Les Actions Offertes seront, dès leur création, soumises à toutes les stipulations des statuts de la Société. En l'état actuel de la législation française et des statuts de la Société, les principaux droits attachés aux Actions Nouvelles seront les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - droit à dividendes ; - droit de vote étant précisé qu'un droit de vote double sera attribué à toute action détenue sous la forme nominative pendant au moins 2 ans et ce, sous condition suspensive de la 1ère cotation des actions de la Société sur Alternext, étant précisé que les actions présentant ces caractéristiques à la date de l'introduction envisagée bénéficient immédiatement du droit de vote double ; - droit préférentiel de souscription ; - droit de participation à tout excédent en cas de liquidation ; - droit d'information des actionnaires.
C.5	Restrictions à la libre négociabilité des actions	<p>Aucune clause statutaire ne limite la libre négociabilité des actions composant le capital de la Société.</p> <p>En revanche, les engagements contractuels des principaux actionnaires de la Société sont décrits au paragraphe E.5 du présent résumé.</p>
C.6	Demande d'admission à la négociation	<p>L'admission des Actions Existantes et des Actions Offertes de la Société est demandée sur le marché Alternext, un système multilatéral de négociation organisé (SMNO).</p> <p>Les conditions de négociation seront fixées dans un avis de Euronext diffusé le 11 juin 2015 selon le calendrier indicatif.</p> <p>La première cotation des actions de la Société devrait avoir lieu le 11 juin 2015.</p> <p>Les négociations devraient débuter au cours de la séance de bourse du 16 juin 2015.</p>
C.7	Politique en matière de dividendes	<p>Aucun dividende n'a été distribué au cours des 3 derniers exercices.</p> <p>Il n'est pas prévu d'initier une politique de versement de dividende à court terme, compte tenu du stade de développement de la Société.</p>

Section D – Risques

<p>D.1</p>	<p>Principaux risques propres à l’Emetteur et son secteur d’activité</p>	<p>Avant toute décision d’investissement, les investisseurs sont invités à prendre en considération les facteurs de risque résumés ci-dessous :</p> <p>Risques liés à l’activité et aux marchés sur lesquels intervient le Groupe et à la mise en œuvre de sa stratégie</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Risques liés à la dépréciation des actifs incorporels Les frais de développement, correspondant aux coûts de personnel, sont exhaustivement capitalisés quand ils respectent les critères d’activation prévus par les principes comptables. Ces frais de développement sont amortis sur une période de 5 ans. La valeur nette comptable de ces actifs s’élevait à 3,1 M€ au 31 décembre 2014 soit 38% du total du bilan. Si un indicateur de perte de valeur venait à être identifié dans le futur, un test de dépréciation serait mis en œuvre et pourrait mener à une dépréciation de ces actifs incorporels et à une dégradation des capitaux propres de la société. La société n’a pas rencontré une telle situation à ce jour. ▪ Risques liés à la fiabilité et à la sécurité des logiciels <ul style="list-style-type: none"> - Risques liés à l’interopérabilité Il existe un risque que le Groupe ne parvienne plus à rendre ses équipements compatibles avec les équipements de ses clients ou d’autres partenaires technologiques. - Risques liés aux erreurs et défauts des logiciels La suite logicielle du Groupe intègre des éléments complexes d’ingénierie qui pourraient receler des erreurs ou des défauts. De telles erreurs pourraient n’être détectées qu’après une longue exploitation à l’occasion de la sortie de nouvelles versions et mises à jour. En outre, si l’un de ces risques venait à se réaliser, ces défauts pourraient entacher la réputation du Groupe et éventuellement entraîner la perte de clients et/ou d’opportunités commerciales ce qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur l’activité, les résultats, la situation financière ou le chiffre d’affaires du Groupe. - Risques liés à la sécurité des logiciels et systèmes d’information Le Groupe évolue sur un marché marqué par une grande rapidité des évolutions technologiques, qui l’expose de manière continue aux risques de piratage informatique ou industriel, de même qu’à des attaques de virus informatiques ou des «bugs» informatiques pouvant perturber le bon fonctionnement de ses systèmes et logiciels et de ceux installés chez ses clients, ce qui pourrait lui causer des dommages importants. Cependant, l’intégralité des données de développement et de production est sauvegardée quotidiennement sur des serveurs du Groupe. ▪ Risques liés à l’accord avec un distributeur d’équipement et de matériel informatique Le Groupe dispose d’un partenariat avec Dell, fournisseur d’équipement et de matériel informatique. Pour limiter ce risque, le Groupe organise régulièrement des consultations auprès des autres constructeurs du marché (possibilité de mettre en place des solutions alternatives).
-------------------	---	---

		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Risques liés au marché et à la concurrence Les grands éditeurs de logiciels de sécurité tels Computer Associates ou Oracle, sont pour le moment encore peu présents en dehors des Etats-Unis sur le marché du PAM (Privileged Account Management) qui correspond à la suite logicielle éditée par le Groupe. Ils vont probablement s’y positionner avec une solution. L’évolution de l’offre du Groupe (Portail, Coffre-fort à mots de passe) et l’extension de la commercialisation de sa suite logicielle vers de nouveaux pays de la zone EMEA tels que l’Allemagne, les pays nordiques, l’Italie et l’Europe du Sud vont ouvrir au Groupe de nouveaux marchés. ▪ Risques de dépendance vis-à-vis des clients et risques liés aux fournisseurs Le Groupe estime à ce jour qu’il n’est pas confronté à un risque de dépendance vis-à-vis de ses clients. Le Groupe estime ne pas être soumis à un risque fournisseur dans la mesure où la Société reste libre de choisir l’utilisation d’une autre technologie sur le marché et la faculté de trouver rapidement un fournisseur de substitution. ▪ Risques liés à la dépendance à l’égard de la suite logicielle WAB La Société commercialise une unique suite logicielle se déclinant sous plusieurs formes. Si cette dernière devenait illicite ou désuète, le Groupe subirait alors un impact financier défavorable significatif. A cet égard, le Groupe prévoit de lancer en 2015 et 2016 deux offres complémentaires. ▪ Risques liés à la réalisation d’opérations de croissance externe A ce jour, la stratégie de développement actuel du Groupe ne repose pas sur la croissance externe. ▪ Risques géopolitiques <ul style="list-style-type: none"> - Dans la zone EMEA, le Groupe commerce avec certains pays qui pourraient s’avérer instables. Cependant en l’absence de présence directe dans ces pays, le Groupe estime que le risque se limiterait à une baisse d’activité dans la zone concernée. - Par ailleurs, pour certaines versions du WAB utilisant des systèmes de cryptographie de niveau élevé (biens à double usage), il existe des règles d’exportation particulières auxquelles le Groupe doit se conformer. ▪ Risques protectionnistes Compte tenu du secteur d’activité du Groupe qui a trait à la sécurité des services informatiques, la mise en place potentielle de mesures protectionnistes visant à réserver certains marchés à des produits nationaux, pourrait entraver le déploiement géographique du Groupe, et pénaliser l’essor de l’activité. <p>Les risques juridiques et réglementaires notamment les risques liés au droit de propriété intellectuelle, les risques liés au cadre réglementaire contraignant, les risques liés au traitement de données à caractère personnel</p> <p>Les risques liés à l’organisation du Groupe notamment les risques de dépendance vis-à-vis des hommes clés et des collaborateurs qualifiés, les risques liés à la gestion de la croissance</p> <p>Les risques liés aux contentieux auxquels le Groupe est partie</p>
--	--	---

		<p>Les risques financiers notamment les risques liés aux pertes historiques, les risques de liquidité, les risques liés aux crédits d'impôt recherche, les risques liés à l'accès à des avances et subventions publiques, le risque de change, le risque de crédit et risque de contrepartie, le risques liés aux taux d'intérêts, le risque sur actions et autres instruments financiers, le risque de dilution, les risques pays, les engagement hors bilan</p>
D.3	Principaux risques propres aux actions nouvelles	<p>Les principaux risques liés à l'Offre sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les actions de la Société n'ont pas été préalablement cotées et sont soumises aux fluctuations de marché. En outre, un marché liquide pourrait ne pas se développer ou perdurer ; - Le cours de l'action de la Société est susceptible d'être affecté par une volatilité importante ; - Si les souscriptions n'atteignaient pas les 75 % du montant de l'émission initialement prévue (i.e. 75 % de l'augmentation de capital envisagée), l'opération serait annulée, étant précisé que l'Offre ne fera pas l'objet d'une garantie de bonne fin au sens de l'article L.225-145 du Code de commerce ; - La cession par les principaux actionnaires existants d'un nombre important d'actions à l'issue de la période de conservation à laquelle ils se sont engagés pourrait avoir un impact défavorable sur le cours de bourse ; - La Société n'entend pas adopter une politique de versement de dividendes réguliers ; - La cession d'actions de la Société pourrait intervenir sur le marché, et pourrait avoir un impact défavorable sur le prix de marché de l'action ; - L'exercice des instruments donnant accès au capital existants, ainsi que toutes attributions ou émissions nouvelles entraîneront une dilution pour les actionnaires ; - En cas de nouvel appel au marché par la Société, il en résulterait une dilution complémentaire pour les actionnaires ; - La réduction éventuelle du produit brut de l'Offre en deçà d'un montant de 7 500 000 euros ne remettra pas en cause les projets de la Société. Toutefois, il y aurait un décalage dans le temps des investissements commerciaux et marketing hors Europe. - La cotation sur le marché Alternext ne permet pas aux actionnaires de la société de bénéficier des garanties associées aux marchés réglementés.

Section E – Offre		
E.1	Montant total du produit de l'émission et de l'offre et estimation des dépenses totales liées à l'émission	<p>Produit brut de l'Offre</p> <p>Environ 7,5 millions d'euros (étant ramené à environ 5,6 millions d'euros en cas de limitation de l'opération à 75 %) pouvant être porté à environ 8,6 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et environ 9,9 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation (sur la base d'un prix égal au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 10 euros). Le produit brut de l'Offre serait ramené à environ 5,1 millions d'euros en cas de limitation de l'opération à 75% et en considérant une hypothèse de cours d'introduction au prix bas de la fourchette indicative à 9€.</p> <p>Produit net de l'Offre</p> <p>Le produit net de l'émission d'actions nouvelles est estimé à environ 6,5 millions d'euros (étant ramené à environ 4,6 millions d'euros en cas de limitation de l'opération à 75 %) pouvant être porté à environ 7,6 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et environ 8,9 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation (sur la base d'un prix égal au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 10 euros).</p> <p>Sur les mêmes bases, la rémunération globale des intermédiaires et conseils est estimée à environ 1 million d'euros (en l'absence d'exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation).</p> <p>Le produit net de l'Offre serait ramené à environ 4 millions d'euros en cas de limitation de l'opération à 75% et en considérant une hypothèse de cours d'introduction au prix bas de la fourchette indicative à 9€.</p>

E.2a	Raisons de l'Offre / Utilisation du produit de l'émission / Montant net maximum estimé du produit de l'augmentation de capital	<p>L'émission d'actions nouvelles et l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché Alternext sont destinées à fournir à la Société des moyens supplémentaires pour financer son activité et son développement en vue de prendre une place majeure sur le marché du <i>Privileged Session Management</i> (PSM) au sein du marché de la cybersécurité.</p> <p>Le produit de l'Offre sera affecté par WALLIX GROUP de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 50% aux fins de consolider sa présence en Europe en renforçant ses équipes commerciales et son réseau de vente indirecte au-delà des investissements en ressources humaines, les dépenses concernent essentiellement le marketing opérationnel (base de contacts, salons, déplacements) en soutien du réseau de commercialisation ; - 25% en Recherche & Développement aux fins de compléter et d'améliorer son offre logicielle. Ce sont essentiellement des investissements en ressources humaines notamment en expertise, en développement et en qualité logicielle ; - 25% aux fins d'accélérer son déploiement à l'international sur des zones à fort potentiel (Amérique du Nord, Moyen-Orient/Afrique, Asie-Pacifique) en nouant des partenariats stratégiques avec des éditeurs, fabricants, fournisseurs d'infrastructures (cloud, services managés). Ces partenariats stratégiques impliquent des ressources en marketing produit ainsi que des prestataires spécialisés en développement d'affaire et/ou d'adaptation du produit au besoin de partenaires locaux (packaging, personnalisation) ainsi que les coûts juridiques de contractualisation. <p>En cas de souscription à hauteur de 75% de l'Offre en bas de la fourchette de prix, la Société affecterait les fonds levés de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 65% aux fins de consolider sa présence en Europe en renforçant ses équipes commerciales et son réseau de vente indirecte ; - 25% en Recherche & Développement aux fins de compléter et d'améliorer son offre logicielle ; - 10% aux fins d'accélérer son déploiement à l'international sur des zones à fort potentiel (Amérique du Nord, Moyen-Orient/Afrique, Asie-Pacifique) en nouant des partenariats stratégiques avec des éditeurs, fabricants, fournisseurs d'infrastructures (cloud, services managés).
------	---	--

E.3	<p><u>Modalités et conditions de l'offre</u></p>	<p>1. <u>Nature et nombre des titres dont l'admission est demandée</u></p> <p>Les titres de la Société dont l'admission aux négociations sur le marché Alternext est demandée sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'ensemble des actions ordinaires composant le capital social, soit 3 034 680 actions de 0,10 euro de valeur nominale chacune intégralement souscrites et entièrement libérées et de même catégorie (les « Actions Existantes ») ; - l'intégralité des 224 570 actions à provenir de l'exercice des options de souscription d'actions, des bons de souscription d'actions et des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise exerçables immédiatement ou dans le futur, - un maximum de 750 000 actions nouvelles à émettre dans le cadre d'une augmentation de capital en numéraire avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires et par voie d'offre au public, pouvant être porté à un maximum de 862 500 actions nouvelles en cas d'exercice en totalité de la Clause d'Extension (ensemble, les « Actions Nouvelles ») et porté à un maximum de 991 875 actions nouvelles en cas d'exercice en totalité de l'Option de Surallocation (les « Actions Nouvelles Supplémentaires » et, avec les Actions Nouvelles, les « Actions Offertes »). <p>2. <u>Clause d'Extension et Option de Surallocation</u></p> <p><u>Clause d'extension</u> En fonction de l'importance de la demande, le nombre initial d'actions nouvelles pourra, en accord avec le Chef de File-Teneur de Livre, être augmenté de 15 %, soit un maximum de 112 500 actions nouvelles (la « Clause d'Extension »).</p> <p><u>Option de Surallocation</u> Une option de surallocation portera sur un maximum de 15% du nombre d'Actions Nouvelles après exercice éventuel de la Clause d'Extension, soit un maximum de 129 375 actions nouvelles (l'« Option de Surallocation »). Cette Option de Surallocation sera exerçable par Midcap Partners, agissant en son nom et pour son compte jusqu'au 16 juillet 2015.</p> <p>3. <u>Structure de l'Offre</u></p> <p>Il est prévu que la diffusion des Actions Offertes soit réalisée dans le cadre d'une offre globale, (l'« Offre ») comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une offre au public en France réalisée sous la forme d'une offre à prix ouvert, principalement destinée aux personnes physiques (l'« Offre à Prix Ouvert » ou l'« OPO ») ; - un placement global principalement destiné aux investisseurs institutionnels, en France et hors de France (excepté, notamment, aux États-Unis d'Amérique) (le « Placement Global »). <p>Si la demande exprimée dans le cadre de l'OPO le permet, le nombre d'actions allouées en réponse aux ordres émis dans ce cadre sera au moins égal à 15 % du nombre total d'actions offertes hors celles émises dans le cadre de l'exercice éventuel de la Clause d'Extension et avant exercice éventuel de l'Option de Surallocation.</p>
-----	---	---

	<p>Les ordres seront décomposés en deux fractions d'ordre en fonction du nombre de titres demandés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - fraction d'ordre A1 : de 10 à 200 actions incluses ; et - fraction d'ordre A2 : au-delà de 200 actions. <p>Les fractions d'ordres A1 bénéficieront d'un traitement préférentiel par rapport aux fractions d'ordres A2 dans le cas où tous les ordres A ne pourraient être entièrement satisfaits.</p> <p>Les ordres de souscriptions passés par internet dans le cadre de l'OPO seront révocables, par internet, jusqu'à la clôture de l'OPO (le 10 juin 2015 à 20h00). Il appartient aux investisseurs de se rapprocher de leur intermédiaire financier afin de vérifier d'une part, les modalités de révocation des ordres passés par internet et d'autre part, si les ordres transmis par d'autres canaux sont révocables et dans quelles conditions.</p> <p>4. <u>Fourchette indicative de prix</u></p> <p>Le prix des actions offertes dans le cadre de l'OPO sera égal au prix des actions offertes dans le cadre du Placement Global (le « Prix de l'Offre »).</p> <p>La fourchette indicative de prix est comprise entre 9 et 11 euros par action.</p> <p>Le Prix de l'Offre pourra être fixé en dehors de cette fourchette.</p> <p>En cas de modification à la hausse de la borne supérieure de la fourchette ou en cas de fixation du Prix de l'Offre au-dessus de la borne supérieure de la fourchette (initiale ou, le cas échéant, modifiée), la date de clôture de l'OPO sera reportée ou une nouvelle période de souscription à l'OPO sera ré-ouverte, selon le cas, de telle sorte qu'il s'écoule au moins deux jours de bourse entre la date de diffusion du communiqué de presse signalant cette modification et la nouvelle date de clôture de l'OPO. Les ordres émis dans le cadre de l'OPO avant la diffusion du communiqué de presse susvisé seront maintenus sauf s'ils ont été expressément révoqués avant la nouvelle date de clôture de l'OPO incluse.</p> <p>Le Prix de l'Offre pourra être librement fixé en dessous de la borne inférieure de la fourchette indicative de prix (en l'absence d'impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre).</p> <p>5. <u>Méthodes de fixation du Prix de l'Offre</u></p> <p>Le Prix de l'Offre résultera de la confrontation de l'offre des actions et des demandes émises par les investisseurs, selon la technique dite de « construction du livre d'ordres » telle que développée par les usages professionnels, dans le cadre du Placement Global.</p> <p>6. <u>Date de jouissance</u></p> <p>Jouissance courante</p> <p>7. <u>Garantie</u></p> <p>L'offre ne fait pas l'objet d'une garantie</p>
--	---

8. <u>Calendrier indicatif</u>	
27 mai 2015	- Visa de l'AMF sur le Prospectus
28 mai 2015	<ul style="list-style-type: none"> - Diffusion du communiqué de presse annonçant l'opération ; - Diffusion par Euronext de l'avis relatif à l'ouverture de l'OPO ; - Ouverture de l'OPO et du Placement Global.
10 juin 2015	<ul style="list-style-type: none"> - Clôture de l'OPO à 17 heures (heures de Paris) pour les souscriptions aux guichets et à 20 heures (heures de Paris) pour celles par Internet. - Clôture du Placement Global à 17 heures (heures de Paris)
11 juin 2015	<ul style="list-style-type: none"> - Réunion du Directoire en vue de fixer le prix définitif de l'Offre et le nombre d'Actions nouvelles émises ; - Réunion du Conseil de surveillance relatif à la fixation du prix définitif ; - Fixation du Prix de l'Offre et exercice éventuel de la Clause d'Extension ; - Diffusion du communiqué de presse indiquant le Prix de l'Offre, le nombre définitif d'Actions Nouvelles et le résultat de l'Offre ; - Avis Euronext relatif au résultat de l'Offre ; - Première cotation des actions de la Société sur le marché Alternext.
15 juin 2015	- Règlement-livraison des actions dans le cadre de l'OPO et du Placement Global.
16 juin 2015	<ul style="list-style-type: none"> - Début des négociations des actions de la Société sur le marché Alternext. - Début de la période de stabilisation éventuelle
16 juillet 2015	<ul style="list-style-type: none"> - Date limite d'exercice de l'Option de Surallocation. - Fin de la période de stabilisation éventuelle
9. Modalités de souscription <p>Les personnes désirant participer à l'OPO devront déposer leurs ordres auprès d'un intermédiaire financier habilité en France, au plus tard le 10 juin 2015 à 17 heures (heure de Paris) pour les souscriptions aux guichets et à 20 heures (heure de Paris) pour les souscriptions par Internet.</p> <p>Pour être pris en compte, les ordres émis dans le cadre du Placement Global devront être reçus par le Chef de File Teneur de Livre au plus tard le 10 juin 2015 à 17 heures (heure de Paris).</p>	

		<p>10. <u>Etablissements financiers introducteurs</u></p> <p><i>Chef de File et Teneur de Livre</i> Midcap Partners 39 rue Cambon 75001 Paris</p> <p><i>Listing Sponsor</i> Sponsor Finance 19 rue du Rocher 75008 Paris</p> <p>11. <u>Engagements de souscriptions reçus</u></p> <p>Les sociétés suivantes se sont engagés à placer des ordres de souscription :</p> <ul style="list-style-type: none"> - AURIGA PARTNERS pour un montant de 400.000 euros ; - TDH pour un montant de 300.000 euros ; - Access2Net pour un montant de 50.000 euros. <p>Etant précisé que ces ordres de souscription pourront être réduits dans l'hypothèse où les souscriptions recueillies dans le cadre de l'Offre représenteraient plus de 750 000 actions soit 7 500 000 euros sur la base d'un prix égal au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre (10 euros).</p> <p>Le montant total des engagements de souscription reçus s'élève à 750 000 euros soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 10% du montant brut de l'Offre sur la base d'un prix égal au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre (10 euros) avant exercice de la Clause d'Extension et Option de Surallocation (750 000 actions nouvelles) ; - 14,81% du montant brut de l'Offre sur la base d'un prix égal à la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre (9€) dans le cadre d'une limitation de l'Offre à 75% (562 500 actions nouvelles). <p>12. <u>Stabilisation</u></p> <p>Des opérations en vue de stabiliser ou soutenir le prix de marché des actions de la Société sur Alternext pourront être réalisées jusqu'au 16 juillet 2015 (inclus).</p>
E.4	Intérêts pouvant influencer sensiblement sur l'émission / l'offre	<p>Le Chef de File et Teneur de Livre et/ou certains de leurs affiliés ont rendu et/ou pourront rendre dans le futur, divers services bancaires, financiers, d'investissements, commerciaux et autres à la Société, ses affiliés ou actionnaires ou à ses mandataires sociaux, dans le cadre desquels ils ont reçu ou pourront recevoir une rémunération.</p>

E.5	Personne ou entité offrant de vendre ses actions / Convention de blocage	<p><u>1. Nom de la société émettrice : WALLIX GROUP</u></p> <p><u>2. Conventions d'abstention et de blocage</u></p> <p><u>Engagement d'abstention de la Société</u></p> <p>La Société s'engagera envers Midcap Partners à ne pas procéder à l'émission, l'offre ou la cession, ni à consentir de promesse de cession, sous une forme directe ou indirecte (notamment sous forme d'opérations sur produits dérivés ayant des actions pour sous-jacents), d'actions ou de valeurs mobilières, donnant droit par conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière à l'attribution de titres émis ou à émettre en représentation d'une quotité du capital de la Société, ni à formuler publiquement l'intention de procéder à une ou plusieurs des opérations énumérées ci-dessus dans le présent paragraphe, et jusqu'à l'expiration d'une période de 180 jours suivant la date du règlement-livraison des actions émises dans le cadre de l'Offre, sauf accord préalable écrit de Midcap Partners notifié à la Société ; étant précisé que sont exclus du champ de cet engagement d'abstention : (i) les actions émises dans le cadre de l'Offre, (ii) toute opération effectuée dans le cadre d'un programme de rachat d'actions conformément aux dispositions légales et réglementaires ainsi qu'aux règles de marché applicables, (iii) les titres susceptibles d'être émis afin de couvrir les valeurs mobilières donnant accès au capital émises par la Société, (iv) les titres susceptibles d'être émis, offerts ou cédés aux salariés ou mandataires sociaux de la Société, dans le cadre de plans à venir, autorisés à la date des présentes ou qui seront autorisés par l'assemblée générale de la Société, et (v) les titres de la Société émis dans le cadre d'une fusion ou d'une acquisition des titres ou des actifs d'une autre entité, à la condition que le bénéficiaire de ces titres accepte de reprendre cet engagement pour la durée restant à courir de cet engagement et à la condition que le nombre total de titres de la Société émis dans ce cadre n'excède pas 5% du capital.</p> <p><u>Engagements de conservation pour les membres du Directoire</u></p> <p>Les membres du Directoire détenant collectivement 31,79% du capital à la date de la présente Note d'Opération, ont souscrit envers Midcap Partners un engagement de conservation portant sur 100% des actions qu'ils détiennent jusqu'à l'expiration d'un délai de 365 jours suivant la date de règlement-livraison.</p> <p>Sont exclues du champ de ces engagements de conservation : les actions qui pourraient provenir de l'exercice des BSPCE et de l'exercice des options de souscription d'actions qu'ils détiennent étant précisé que le Directoire du 4 mai 2015 a suspendu l'exercice des BSPCE et des options de souscription d'actions pour une durée de 3 mois à compter du 14 mai 2015.</p>
-----	--	---

	<p><u>Engagements de conservation des titres pris par les principaux actionnaires</u></p> <p>Les principaux actionnaires de la Société (à savoir la société Auriga Partners, la société TDH, la société Access2net, la société Sopromec Participations et le FPCI FSN Ambition Numérique représenté par BPIfrance Investissement) détenant collectivement 53,39% du capital à la date de la présente Note d'Opération et un certain nombre d'actionnaires individuels de la Société détenant collectivement 67,57% du capital à la date de la présente Note d'Opération, ont souscrit envers Midcap Partners un engagement de conservation portant sur 100% des actions qu'ils détiennent jusqu'à l'expiration d'un délai de 180 jours suivant la date de règlement-livraison.</p> <p>Ainsi, 99,33% des actionnaires de la Société (y compris les membres du Directoire visés au paragraphe ci-dessus) ont signé un engagement de conservation d'une durée de 180 jours (365 jours pour les membres du Directoire) suivant la date de règlement-livraison.</p> <p>En outre, la société Auriga Partners, la société TDH et la société Sopromec Participations et le FPCI FSN Ambition Numérique représenté par BPIfrance Investissement ont souscrit envers Midcap Partners un engagement de conservation complémentaire portant sur 50% des actions qu'ils détiennent jusqu'à l'expiration d'un délai de 180 jours à compter du 181ème jour suivant la date de règlement-livraison.</p> <p>Sont exclues du champ de ces engagements de conservation: les actions issues de l'exercice des BSA et de l'exercice des options de souscription d'actions qu'ils détiennent étant précisé que le Directoire du 4 mai 2015 a suspendu l'exercice des BSA et des options de souscription d'actions pour une durée de 3 mois à compter du 14 mai 2015.</p>
--	--

E.6	Montant et pourcentage de dilution résultant immédiatement de l'offre	Incidence de l'Offre sur la répartition du capital de la Société Il convient de noter que la répartition du capital après l'impact de l'Offre tient compte des engagements de souscription tels que présentés ci-dessus.							
			Avant introduction		Après introduction Emission à 75%		Après introduction Emission à 100%		Après introduction émission à 100% + Clause d'extension + Option de Surallocation
		Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital	Nombre d'actions	% du capital	Nombre d'actions	% du capital	Nombre d'actions % du capital
		Jean-Noël de Galzain	702 410	23,15%	702 410	19,53%	702 410	18,56%	702 410 17,44%
		Amaury Rosset	244 320	8,05%	244 320	6,79%	244 320	6,46%	244 320 6,07%
		Dominique Meurisse	17 850	0,59%	17 850	0,50%	17 850	0,47%	17 850 0,44%
		Total dirigeants mandataires sociaux	964 580	31,79%	964 580	26,81%	964 580	25,49%	964 580 23,96%
		Auriga Partners	603 690	19,89%	643 690	17,89%	643 690	17,01%	643 690 15,99%
		TDH	433 170	14,27%	463 170	12,88%	463 170	12,24%	463 170 11,50%
		Access2Net	133 360	4,39%	138 360	3,85%	138 360	3,66%	138 360 3,44%
		Sopromec Participations	100 010	3,30%	100 010	2,78%	100 010	2,64%	100 010 2,48%
		Didier Lesteven	4 000	0,13%	4 000	0,11%	4 000	0,11%	4 000 0,10%
		Total mandataires sociaux (hors dirigeants)	1 274 230	41,99%	1 349 230	37,51%	1 349 230	35,65%	1 349 230 33,51%
		FPCI FSN/ PME BPI France investissement	350 000	11,53%	350 000	9,73%	350 000	9,25%	350 000 8,69%
		Salariés	55 050	1,81%	55 050	1,53%	55 050	1,45%	55 050 1,37%
		Autres	390 820	12,88%	390 820	10,86%	390 820	10,33%	390 820 9,71%
		Public	-	-	487 500	13,55%	675 000	17,84%	916 875 22,77%
		Total	3 034 680	100,00%	3 597 180	100,00%	3 784 680	100,00%	4026 555 100,00%

Incidence de l'Offre sur la répartition des droits de vote de la Société

Il convient de noter que la répartition du capital après l'impact de l'Offre tient compte des engagements de souscription tels que présentés ci-dessus ainsi que d'un droit de vote double pour toutes les actions détenues sous forme nominative pendant au moins deux ans, conformément à la décision de l'Assemblée Générale Mixte du 6 mai 2015.

	Avant introduction		Après introduction Emission à 75%		Après introduction Emission à 100%		Après introduction émission à 100% + Clause d'extension + Option de Surallocation	
Actionnaires	Nombre de droits de vote	% des droits de vote	Nombre de droits de vote	% des droits de vote	Nombre de droits de vote	% des droits de vote	Nombre de droits de vote	% des droits de vote
Jean-Noël de Galzain	702 410	23,15%	1 404 620	22,60%	1 404 620	21,94%	1 404 620	21,14%
Amaury Rosset	244 320	8,05%	488 440	7,86%	488 440	7,63%	488 440	7,35%
Dominique Meurisse	17 850	0,59%	17 850	0,29%	17 850	0,28%	17 850	0,27%
Total dirigeants mandataires sociaux	964 580	31,79%	1 910 910	30,74%	1 910 910	29,84%	1 910 910	28,76%
Auriga Partners	603 690	19,89%	1 032 440	16,61%	1 032 440	16,12%	1 032 440	15,54%
TDH	433 170	14,27%	742 130	11,94%	742 130	11,59%	742 130	11,17%
Access2Net	133 360	4,39%	271 720	4,37%	271 720	4,24%	271 720	4,09%
Sopromec Participations	100 010	3,30%	200 020	3,22%	200 020	3,12%	200 020	3,01%
Didier Lesteven	4 000	0,13%	8 000	0,13%	8 000	0,12%	8 000	0,12%
Total mandataires sociaux (hors dirigeants)	1 274 230	41,99%	2 254 310	36,27%	2 254 310	35,21%	2 254 310	33,93%
FPCI FSN/ PME BPI France investissement	350 000	11,53%	700 000	11,26%	700 000	10,93%	700 000	10,53%
Salariés	55 050	1,81%	99 420	1,60%	99 420	1,55%	99 420	1,50%
Autres	390 820	12,88%	763 390	12,28%	763 390	11,92%	763 390	11,49%
Public	-	-	487 500	7,84%	675 000	10,54%	916 875	13,80%
Total	3 034 680	100,00%	6 215 530	100,00%	6 403 030	100,00%	6 644 905	100,00%

		<p>Impact de l'Offre sur les capitaux propres de la Société</p> <ul style="list-style-type: none"> - sur la base du point médian de la fourchette indicative de prix, soit 10 euros) - l'émission de 750 000 actions nouvelles (hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de surallocation) - l'émission de 862 500 Actions Nouvelles (en cas d'exercice de la Clause d'Extension et mais hors exercice de l'Option de surallocation) - l'émission de 991 875 Actions Offertes (en cas d'exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de surallocation) - compte non tenu des frais liés à l'opération <p style="text-align: center;">Quote part des capitaux propres en euros au 31 décembre 2014</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th></th><th>base non diluée</th><th>base diluée (1)</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Avant l'Offre</td><td>0,92</td><td>1,09</td></tr> <tr> <td>Après l'offre et <u>avant</u> exercice de la clause d'extension et de l'option de surallocation</td><td>2,72</td><td>2,76</td></tr> <tr> <td>Après l'offre et <u>après</u> exercice de la clause d'extension et <u>avant</u> exercice de l'option sur surallocation</td><td>2,93</td><td>2,96</td></tr> <tr> <td>Après l'offre et <u>après</u> exercice de la clause d'extension et de l'option de surallocation</td><td>3,16</td><td>3,17</td></tr> <tr> <td>En cas de limitation de l'émission à 75% de l'Offre</td><td>2,34</td><td>2,40</td></tr> </tbody> </table> <p>(1) en supposant l'exercice intégral de tous les instruments dilutifs existant à ce jour (BSA, BSPCE et options de souscriptions d'actions) et pouvant conduire à la création d'un nombre maximum de 224 570 actions nouvelles.</p> <p style="text-align: center;">Impact de l'Offre sur la participation dans le capital d'un actionnaire</p> <p style="text-align: center;">Participation de l'actionnaire en %</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th></th><th>base non diluée</th><th>base diluée (1)</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Avant l'Offre</td><td>1%</td><td>0,93%</td></tr> <tr> <td>Après l'offre et <u>avant</u> exercice de la clause d'extension et de l'option de surallocation</td><td>0,80%</td><td>0,76%</td></tr> <tr> <td>Après l'offre et <u>après</u> exercice de la clause d'extension et <u>avant</u> exercice de l'option sur surallocation</td><td>0,78%</td><td>0,74%</td></tr> <tr> <td>Après l'offre et <u>après</u> exercice de la clause d'extension et de l'option de surallocation</td><td>0,75%</td><td>0,71%</td></tr> <tr> <td>En cas de limitation de l'émission à 75% de l'Offre</td><td>0,84%</td><td>0,79%</td></tr> </tbody> </table> <p>(1) en supposant l'exercice intégral de tous les instruments dilutifs existant à ce jour (BSA, BSPCE et options de souscriptions d'actions) et pouvant conduire à la création d'un nombre maximum de 224 570 actions nouvelles.</p>		base non diluée	base diluée (1)	Avant l'Offre	0,92	1,09	Après l'offre et <u>avant</u> exercice de la clause d'extension et de l'option de surallocation	2,72	2,76	Après l'offre et <u>après</u> exercice de la clause d'extension et <u>avant</u> exercice de l'option sur surallocation	2,93	2,96	Après l'offre et <u>après</u> exercice de la clause d'extension et de l'option de surallocation	3,16	3,17	En cas de limitation de l'émission à 75% de l'Offre	2,34	2,40		base non diluée	base diluée (1)	Avant l'Offre	1%	0,93%	Après l'offre et <u>avant</u> exercice de la clause d'extension et de l'option de surallocation	0,80%	0,76%	Après l'offre et <u>après</u> exercice de la clause d'extension et <u>avant</u> exercice de l'option sur surallocation	0,78%	0,74%	Après l'offre et <u>après</u> exercice de la clause d'extension et de l'option de surallocation	0,75%	0,71%	En cas de limitation de l'émission à 75% de l'Offre	0,84%	0,79%
	base non diluée	base diluée (1)																																				
Avant l'Offre	0,92	1,09																																				
Après l'offre et <u>avant</u> exercice de la clause d'extension et de l'option de surallocation	2,72	2,76																																				
Après l'offre et <u>après</u> exercice de la clause d'extension et <u>avant</u> exercice de l'option sur surallocation	2,93	2,96																																				
Après l'offre et <u>après</u> exercice de la clause d'extension et de l'option de surallocation	3,16	3,17																																				
En cas de limitation de l'émission à 75% de l'Offre	2,34	2,40																																				
	base non diluée	base diluée (1)																																				
Avant l'Offre	1%	0,93%																																				
Après l'offre et <u>avant</u> exercice de la clause d'extension et de l'option de surallocation	0,80%	0,76%																																				
Après l'offre et <u>après</u> exercice de la clause d'extension et <u>avant</u> exercice de l'option sur surallocation	0,78%	0,74%																																				
Après l'offre et <u>après</u> exercice de la clause d'extension et de l'option de surallocation	0,75%	0,71%																																				
En cas de limitation de l'émission à 75% de l'Offre	0,84%	0,79%																																				
E.7	Dépenses facturées à l'investisseur par l'Emetteur	Sans objet																																				

1. PERSONNE RESPONSABLE

1.1. DENOMINATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE

Monsieur Jean-Noël de Galzain
Président du Directoire
WALLIX GROUP
118 rue de Tocqueville
75017 PARIS
France

1.2. DECLARATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE

« J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent Prospectus, sont à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée. »

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes, une lettre de fin de travaux, dans laquelle il indique avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans le Prospectus, ainsi qu'à la lecture d'ensemble du Prospectus.

Les informations financières présentées dans le Prospectus ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux, figurant aux pages 145 à 146, 148 à 150, 171 à 173 et 193 à 195 du Document de Base enregistré sous le numéro I 15 - 036 le 18 mai 2015 auprès de l'Autorité des Marchés Financiers. »

Le 27 mai 2015
Monsieur Jean-Noël de Galzain
Président du Directoire

1.3. ENGAGEMENTS DE LA SOCIETE

Conformément aux dispositions des Règles des Marchés Alternext, la Société s'engage :

- 1) à assurer la diffusion sur son site Internet et sur le site Internet de Alternext en français ou en anglais dans les conditions définies ci-après (et à les maintenir en ligne pendant au moins deux ans) les informations suivantes :
 - dans les quatre mois qui suivent la clôture de l'exercice, ses comptes annuels, le rapport de gestion, le cas échéant les comptes consolidés et le rapport de gestion du groupe ainsi que les rapports des contrôleurs légaux (article 4.2.1 des Règles des Marchés Alternext) ;
 - dans les quatre mois après la fin du deuxième trimestre de son exercice social, les états financiers semestriels (consolidés le cas échéant) et un rapport d'activité afférent à ces états financiers semestriels (article 4.2.1 des Règles des Marchés Alternext) ;
 - sans délai, la convocation aux Assemblées Générales et tout document transmis aux actionnaires (article 4.4 des Règles de Marchés Alternext),

2) à rendre public (sans préjudice des obligations du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers) :

- le franchissement à la hausse ou à la baisse par toute personne agissant seule ou de concert de seuils de participation représentant 50 % ou 95 % de son capital ou de ses droits de vote, dans un délai de cinq jours de bourse suivant celui où la Société en aura connaissance (article 4.3.1 (i) des Règles de Marché Alternext);
- les opérations réalisées par ses dirigeants ou administrateurs au sens des Règles des Marchés Alternext, dans un délai de cinq jours de bourse suivant celui où la Société en aura connaissance, dès lors que ces opérations excèdent un montant cumulé de 5.000 euros, calculé par dirigeant ou administrateur sur l'année civile (article 4.3.1 (ii) des Règles de Marchés Alternext et article 223-23 du Règlement Général de l'Autorité des marchés financiers).

La Société s'engage également à assurer, sans frais pour les porteurs, le service des titres, le paiement des dividendes ou toute distribution auquel elle procèdera.

La Société s'engage en outre à respecter ses obligations conformément au Règlement général de l'Autorité des marchés financiers applicables aux sociétés dont les titres sont admis à la négociation sur un SMNO et, notamment, celles relatives :

- à l'information permanente (articles 223-1 A à 223-21, 621-1 du Règlement Général), ainsi toute information précise la concernant qui est susceptible d'avoir une influence sensible sur le cours de ses titres doit être publiée conformément aux dispositions du Règlement Général de l'AMF, étant précisé que la Société pourra sous sa propre responsabilité différer la publication de ladite information afin de ne pas porter atteinte à ses intérêts légitimes, sous réserve que cette omission ne risque pas d'induire les intervenants en erreur et que la Société soit en mesure d'assurer la confidentialité de ladite information ;
- aux déclarations des dirigeants ainsi que des personnes qui leur sont étroitement liées concernant leurs opérations sur les titres de la Société (articles 223-22 A à 223-26 du Règlement Général),

Les engagements susvisés sont susceptibles d'évoluer en fonction de l'évolution de la réglementation applicable (en particulier, des Règles des Marchés Alternext et du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers).

1.4. ATTESTATION DU LISTING SPONSOR

Sponsor Finance, Listing Sponsor, confirme avoir effectué, en vue de l'inscription des actions de la Société aux négociations sur le marché Alternext Paris, les diligences professionnelles d'usage. Ces diligences ont notamment pris la forme de vérification de documents produits par la Société ainsi que d'entretiens avec des membres de la direction et du personnel de la Société, conformément au Code professionnel élaboré conjointement par la Fédération Bancaire Française et l'Association Française des Entreprises d'Investissement et au schéma type pour le marché Alternext.

Sponsor Finance atteste, conformément à l'article 212-16 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers et aux Règles d'Alternext, que les diligences ainsi accomplies n'ont, à sa connaissance, révélé dans le contenu du Prospectus aucune inexactitude ni aucune omission significative de nature à induire l'investisseur en erreur ou à fausser son jugement.

Cette attestation est délivrée sur la base des documents et renseignements fournis par la Société à Sponsor Finance, ce dernier les ayant présumés exhaustifs, véridiques et sincères.

Cette attestation ne constitue pas une recommandation de Sponsor Finance de souscrire aux actions de la Société, ni ne saurait se substituer aux autres attestations ou documents délivrés par la Société et son commissaire aux comptes.

Sponsor Finance
Listing Sponsor
Véronique Laurent-Lasson

1.5. RESPONSABLE DE L'INFORMATION FINANCIERE

Monsieur Amaury Rosset

Directeur Administratif et Financier

Adresse : 118, rue de Tocqueville – 75017 Paris

Téléphone : 0 1 53 42 12 90

Adresse électronique : investisseurs@wallix.com

2. FACTEURS DE RISQUES LIES A L'OFFRE

En complément des facteurs de risque décrits au chapitre 4 « Facteurs de risques » du Document de Base, l'investisseur est invité à tenir compte des facteurs suivants et des autres informations contenues dans la présente Note d'Opération avant de décider d'investir dans les actions de la Société. Un investissement dans les actions de la Société implique des risques. Les risques significatifs que la Société a identifiés à la date du visa de l'AMF sur le Prospectus sont ceux décrits dans le Document de Base et ceux décrits ci-dessous. Si l'un de ces risques venait à se concrétiser, les activités, la situation financière, les résultats ou les perspectives de la Société pourraient en être significativement affectés. Dans une telle éventualité, le prix de marché des actions de la Société pourrait baisser et l'investisseur pourrait perdre la totalité ou une partie des sommes qu'il aurait investies dans les actions de la Société. D'autres risques et incertitudes non connus de la Société à la date du visa de l'AMF sur le Prospectus ou qu'elle juge aujourd'hui non significatifs pourraient exister et survenir et également perturber ou avoir un effet défavorable sur les activités, la situation financière, les résultats, les perspectives de la Société ou le prix de marché des actions de la Société.

2.1. LES ACTIONS DE LA SOCIETE N'ONT PAS ETE PREALABLEMENT COTEES ET SONT SOUMISES AUX FLUCTUATIONS DE MARCHE

Les actions de la Société, jusqu'à leur admission aux négociations sur le marché Alternext, n'auront fait l'objet d'aucune cotation sur un marché réglementé ou non. Le Prix de l'Offre ne présage pas des performances du prix de marché des actions de la Société à la suite de leur admission aux négociations sur le marché Alternext. Le prix de marché qui s'établira postérieurement à l'admission des actions de la Société aux négociations sur Alternext est susceptible de varier significativement par rapport au Prix de l'Offre. Bien que la Société ait demandé l'admission de ses actions aux négociations sur Alternext, il n'est pas possible de garantir l'existence d'un marché liquide pour ses actions ni qu'un tel marché, s'il se développe, perdurera. Si un marché liquide pour les actions de la Société ne se développe pas, le prix de marché de ses actions et la capacité des investisseurs à négocier leurs actions dans des conditions qu'ils pourraient juger satisfaisantes pourraient en être affectés.

2.2. LE COURS DE L'ACTION DE LA SOCIETE EST SUSCEPTIBLE D'ETRE AFFECTE PAR UNE VOLATILITE IMPORTANTE

Les marchés boursiers ont connu ces dernières années d'importantes fluctuations qui ont souvent été sans rapport avec les résultats des sociétés dont les actions sont négociées. Le cours des actions de la Société pourrait fluctuer significativement, en réaction à différents facteurs et événements, parmi lesquels peuvent figurer :

- l'évolution du marché sur lequel les actions WALLIX GROUP seront admises aux négociations ;
- les variations des résultats financiers, des prévisions ou des perspectives de la Société ou de ceux de ses concurrents d'une période à l'autre ;
- les différences entre les résultats réels opérationnel ou financier de la Société, et ceux attendus par les investisseurs ou les analystes ;
- les évolutions dans les recommandations ou les projections des analystes ;
- l'adoption de toute nouvelle réglementation ou tout changement dans l'interprétation des lois et réglementations existantes relatives à l'activité de la Société ;
- la conjoncture économique et les conditions de marché ;
- les annonces portant sur des modifications de l'actionnariat de la Société, sur des modifications de son équipe dirigeante ou encore sur le périmètre des actifs de la Société ;
- les fluctuations de marché ; et
- les facteurs de risque décrits au chapitre 4 du Document de Base.

2.3. RISQUES LIES A L'INSUFFISANCE DES SOUSCRIPTIONS ET A L'ANNULATION DE L'OPERATION

Le placement ne fera pas l'objet d'une garantie de bonne fin au sens de l'article 225-145 du Code de commerce. Le début des négociations des actions de la Société n'interviendra donc qu'à l'issue des opérations de règlement- livraison et après délivrance du certificat du dépositaire.

En cas d'insuffisance de la demande, l'augmentation de capital envisagée dans le cadre de l'Offre (telle que définie au paragraphe 5.1.1 de la présente Note d'Opération) pourrait être limitée aux souscriptions reçues, conformément aux termes de l'article L.225-134 I du Code de commerce, dès lors que celles-ci atteindraient 75% du montant de l'émission initialement prévue, ce qui ne remettrait pas en cause la réalisation du plan de développement de la Société. Dans le cas contraire, l'opération serait annulée et les ordres seraient caducs.

2.4. LA CESSION PAR LES PRINCIPAUX ACTIONNAIRES EXISTANTS DE LA SOCIETE D'UN NOMBRE IMPORTANT D' ACTIONS DE LA SOCIETE POURRAIT AVOIR UN IMPACT SIGNIFICATIF SUR LE COURS DES ACTIONS DE LA SOCIETE

Les actionnaires existants de la Société détiendront environ 78,43% du capital de la Société à l'issue de l'Offre (en prenant pour hypothèse l'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation sur une base totalement diluée et en tenant compte des engagements de souscription décrits au paragraphe 5.2.2). La décision de ces actionnaires de céder tout ou partie de leur participation sur le marché après l'expiration de leur engagement de conservation (tel que décrit à la section 7.3 de la présente Note d'Opération) ou avant son expiration en cas de levée éventuelle, ou la perception qu'une telle cession est imminente, pourrait avoir un effet défavorable significatif sur le cours des actions de la Société.

2.5. LA SOCIETE N'ENTEND PAS ADOPTER UNE POLITIQUE DE VERSEMENT DE DIVIDENDES REGULIERS COMPTE TENU DE SON STADE DE DEVELOPPEMENT

La Société n'a pas distribué de dividendes lors des trois précédents exercices.

Compte tenu de son stade de développement, la Société n'a pas prévu d'initier une politique de versement de dividendes réguliers.

2.6. RISQUE DE DILUTION

Risque de dilution lié à l'exercice des outils d'intéressement

Dans le cadre de sa politique de motivation de ses dirigeants et employés participant de manière significative au développement de la Société, la Société a, depuis sa création, émis ou attribué des Options de souscriptions d'actions, des BSPCE et des BSA. A la date de la présente Note d'Opération, 5 400 Options de souscriptions d'actions, 15 635 BSPCE et 1 422 BSA en cours de validité ont été attribués, par ailleurs 916 Options de souscriptions d'actions restent à attribuer¹.

L'ensemble des 5 400 Options de souscriptions d'actions (hors les 916 Options de souscriptions d'actions non encore attribuées¹), 15 635 BSPCE et 1 422 BSA donnent le droit de souscrire respectivement à 54 000, à 156 350 et à 14 220 actions nouvelles, correspondant à 6,89% du capital existant sur une base diluée soit 224 570 actions.

¹ Il est précisé que le Directoire a la faculté de décider l'attribution de 916 options de souscription d'actions supplémentaires donnant le droit de souscrire 9 160 actions nouvelles jusqu'au 30 juin 2015 et qu'une telle attribution n'est pas prévue.

Dans le cadre de sa politique de motivation de ses dirigeants et salariés et afin d'attirer des compétences complémentaires, la Société pourrait procéder à l'avenir à l'émission ou l'attribution d'actions ou de nouveaux instruments financiers donnant accès au capital de la Société pouvant entraîner une dilution supplémentaire, potentiellement significative, pour les actionnaires actuels et futurs de la Société.

Risque de dilution lié au besoin de renforcement des fonds propres afin d'assurer le développement de la Société

Un fort développement de l'activité pourrait impliquer de nouveaux investissements. La Société pourrait donc être amenée à faire à nouveau appel au marché moyennant l'émission de nouvelles actions pour financer tout ou partie des besoins correspondants et il en résulterait une dilution complémentaire pour les actionnaires.

2.7. ABSENCE DES GARANTIES ASSOCIEES AUX MARCHES REGLEMENTES

Les actions de la Société ne seront pas admises aux négociations sur un marché réglementé et ne bénéficieront pas des garanties correspondantes.

Néanmoins, des garanties spécifiques relatives à la transparence financière de la Société et à la protection des actionnaires minoritaires sont décrites aux paragraphes 1.3 et 4.9 de la présente Note d'Opération.

2.8. RISQUE DE CHANGE

Les actions de la Société, et tout dividende au titre de ces dernières, seront libellés en euros. Un investissement dans les actions de la Société par un investisseur dont la devise de référence n'est pas l'euro l'expose à un risque de change, ce qui pourrait avoir une incidence sur la valeur de l'investissement dans les actions ordinaires ou tout dividende.

2.9. RISQUE LIE A LA REDUCTION DE SOLIDARITE SUR LA FORTUNE AU TITRE DE LA SOUSCRIPTION A L'AUGMENTATION DE CAPITAL (ARTICLE 885-0 V BIS DU CODE GENERAL DES IMPOTS)

L'attention des souscripteurs concernés par ces dispositions est attirée sur le fait que la Société ne peut, en aucune façon, leur garantir qu'ils pourront bénéficier de la réduction d'ISF pour la totalité ou même pour une partie de leur souscription.

De même, la réduction d'ISF est conditionnée au maintien des dispositions fiscales actuelles précitées ou, dans le cas où ces dispositions fiscales seraient modifiées, à la non-rétroactivité des nouvelles mesures aux souscriptions effectuées dans le cadre de l'Offre sur Alternext.

3. INFORMATIONS DE BASE

3.1. DECLARATION SUR LE FONDS DE ROULEMENT NET

La Société atteste que, de son point de vue, le fonds de roulement net du Groupe, avant augmentation de capital objet de la présente Note d'Opération, est suffisant au regard de ses obligations au cours des douze prochains mois à compter de la date du visa du Prospectus.

3.2. CAPITAUX PROPRES ET ENDETTEMENT

Conformément aux recommandations de l'ESMA (*European Securities Market Authority*) de mars 2013 (ESMA / 2013 / 319, paragraphe 127), les tableaux ci-dessous présentent la situation (non audité) des capitaux propres consolidés et de l'endettement financier net consolidés au 31 mars 2015, établis conformément aux principes comptables généralement admis en France.

Capitaux propres et endettement (en K€)	
Total des dettes courantes	273
• Faisant l'objet de garanties et de nantissements ¹	80
• Sans garanties ni nantissements	193
Total des dettes non courantes (hors partie courante des dettes long terme)	760
• Faisant l'objet de garanties et de nantissements	
• Sans garanties ni nantissements	760
Total des capitaux propres au 31 mars 2015 hors résultat²	2 787
• Capital social	303
• Prime liée au capital	5 960
• Réserves	- 3 476
• Résultat net	
• Intérêt minoritaires	

¹ Des sûretés réelles accordées par le GROUPE en garantie du prêt OSEO consistant en la souscription de deux contrats d'assurance groupe décès-invalidité auprès de C.N.P sur les têtes de JN. DE GALZAIN et A. ROSSET.

² Hors résultat intermédiaire pour la période du 01/01/2015 au 31/03/2015.

Endettement financier net (en K€)	
A. Trésorerie	104
B. Equivalents de trésorerie	1 625
C. Titres de placement	
D. Liquidités (A + B + C)	1 729
E. Créances financières à court terme	
F. Dettes bancaires à court terme	2
G. Part à moins d'un an des dettes à moyen et long terme	271
H. Autres dettes financières à court terme	
I. Dettes financières courantes à court terme (F + G + H)	273
J. Endettement financier net à court terme (I – E – D)	- 1 456
K. Emprunts bancaires à plus d'un an	760
L. Obligations émises à plus d'un an	
M. Autres emprunts à plus d'un an	
N. Endettement financier net à moyen et à long terme (K + L + M)	760
O. Endettement financier net (J+N)	- 696

Aucun changement significatif susceptible d'affecter le montant de l'endettement financier net à moyen et long terme et le montant des capitaux propres hors résultat de la période n'est intervenu depuis le 31 mars 2015. Il n'existe pas de dettes conditionnelles et/ou indirectes.

3.3. INTERETS DES PERSONNES PHYSIQUES ET MORALES PARTICIPANT A L'EMISSION

Le Chef de File et Teneur de Livre et/ou certains de leurs affiliés ont rendu et/ou pourront rendre dans le futur, divers services bancaires, financiers, d'investissement, commerciaux et autres à la Société, ses affiliés ou ses actionnaires ou à ses mandataires sociaux, dans le cadre desquels ils ont reçu ou pourront recevoir une rémunération.

3.4. RAISONS DE L'OFFRE ET UTILISATION DU PRODUIT

L'Offre et l'inscription des actions de la Société aux négociations sur le marché Alternext sont notamment destinées à fournir à la Société des moyens additionnels pour financer son développement en vue de prendre un place majeure sur le marché de la cybersécurité.

Le produit net des fonds levés dans le cadre de l'émission des Actions Nouvelles, sera affecté par WALLIX GROUP de la manière suivante :

- 50 % aux fins de consolider sa présence en Europe en renforçant ses équipes commerciales et son réseau de vente indirecte. au-delà des investissements en ressources humaines, les dépenses concernent essentiellement le marketing opérationnel (base de contacts, salons, déplacements) en soutien du réseau de commercialisation ;
- 25 % en Recherche & Développement aux fins de compléter et d'améliorer son offre logicielle. Ce sont essentiellement des investissements en ressources humaines notamment en expertise, en développement et en qualité logicielle ;
- 10% aux fins d'accélérer son déploiement à l'international sur des zones à fort potentiel (Amérique du Nord, Moyen-Orient/Afrique, Asie-Pacifique) en nouant des partenariats stratégiques avec des éditeurs, fabricants, fournisseurs d'infrastructures (cloud, services managés). Ces partenariats stratégiques impliquent des ressources en marketing produit ainsi que des prestataires spécialisés en développement d'affaire et/ou d'adaptation du produit au besoin de partenaires locaux (packaging, personnalisation) ainsi que les coûts juridiques de contractualisation.

En cas de souscription à hauteur de 75% de l'Offre en bas de la fourchette de prix, la Société affecterait les fonds levés de la manière suivante :

- 65% aux fins de consolider sa présence en Europe en renforçant ses équipes commerciales et son réseau de vente indirecte ;
- 25% en Recherche & Développement aux fins de compléter et d'améliorer son offre logicielle ;
- 10% aux fins d'accélérer son déploiement à l'international sur des zones à fort potentiel (Amérique du Nord, Moyen-Orient/Afrique, Asie-Pacifique) en nouant des partenariats stratégiques avec des éditeurs, fabricants, fournisseurs d'infrastructures (cloud, services managés).

Il est précisé en tant que de besoin que les éléments mentionnés ci-avant sont purement indicatifs et qu'il n'existe pas de projet de croissance externe en cours pour lequel la Société a pris des engagements.

4. INFORMATIONS SUR LES VALEURS MOBILIERES DEVANT ETRE OFFERTES ET ADMISES A LA NEGOCIATION SUR LE MARCHE ALTERNEXT

4.1. NATURE ET CATEGORIE DES ACTIONS ET DATE DE JOUISSANCE DES ACTIONS NOUVELLES EMISES ET ADMISES A LA NEGOCIATION

Nature et nombre des titres dont l'admission aux négociations est demandée

Les titres de la Société dont l'admission aux négociations sur le marché Alternext est demandée sont :

- l'ensemble des actions ordinaires composant le capital social, soit 3 034 680 actions de 0,10 euro chacune de valeur nominale, intégralement souscrites et entièrement libérées et de même catégorie (les « **Actions Existantes** ») ;
- l'intégralité des 224 570 actions à provenir de l'exercice des options de souscription d'actions, des bons de souscription d'actions et des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise exerçables immédiatement ou dans le futur,
- un maximum de 750 000 actions nouvelles à émettre dans le cadre d'une augmentation de capital en numéraire par voie d'offre au public, pouvant être porté à un maximum de 862 500 actions nouvelles en cas d'exercice en totalité de la Clause d'Extension (ensemble, les « Actions Nouvelles ») et porté à un maximum de 991 875 actions nouvelles en cas d'exercice en totalité de l'Option de Surallocation (les « **Actions Nouvelles Supplémentaires** » et, avec les Actions Nouvelles, les « **Actions Offertes** »).

Les Actions Offertes sont des actions ordinaires de la Société, toutes de même catégorie.

Date de jouissance

Les Actions Offertes seront assimilables, dès leur émission, aux Actions Existantes. Elles porteront jouissance courante (voir le paragraphe 4.5 de la présente Note d'Opération s'agissant du droit à dividendes).

Libellé pour les actions

WALLIX GROUP

Code ISIN

FR0010131409

Mnémonique

ALLIX

Secteur d'activité

Classification ICB : 6537-Software

Première cotation et négociation des actions

La première cotation des Actions Offertes sur le marché Alternext devrait intervenir le 11 juin 2015, et les négociations des Actions Offertes devraient débuter le 16 juin 2015 sur une ligne de cotation « WALLIX GROUP ».

4.2. DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAUX COMPETENTS

Les Actions Nouvelles seront émises dans le cadre de la législation française.

Les tribunaux compétents en cas de litige sont ceux du siège social de la Société lorsque la Société est défenderesse et sont désignés en fonction de la nature des litiges, lorsque la Société est demanderesse, sauf disposition contraire du Code de Procédure Civile.

4.3. FORME ET MODE D'INSCRIPTION EN COMPTE DES ACTIONS

Les actions de la Société pourront revêtir la forme nominative ou au porteur, au choix des actionnaires, la Société pouvant procéder à l'identification des actionnaires par l'intermédiaire de la procédure dite des « titres au porteurs identifiables ».

En application des dispositions de l'article L.211-3 du Code Monétaire et Financier, les actions de la Société, quelle que soit leur forme, sont dématérialisées et seront, en conséquence, obligatoirement inscrites en compte-titres tenu, selon le cas, par la Société ou un intermédiaire habilité.

Les droits des titulaires seront représentés par une inscription sur un compte-titres ouvert à leur nom dans les livres :

- De CACEIS Corporate Trust (14, rue Rouget de Lisle, 92862 Issy-les-Moulineaux Cedex 9), mandaté par la Société, pour les actions conservées sous la forme nominative pure ;
- D'un prestataire habilité et de CACEIS Corporate Trust, mandaté par la Société, pour les actions détenues sous la forme nominative administrée ;
- D'un prestataire habilité de leur choix pour les actions détenues sous la forme au porteur.

Conformément aux articles L. 211-15 et L. 211-17 du Code monétaire et financier, les actions se transmettent par virement de compte à compte et le transfert de propriété des actions résultera de leur inscription au compte-titres de l'acquéreur.

Les actions de la Société feront l'objet d'une demande d'admission aux opérations d'Euroclear France qui assurera la compensation des actions entre teneurs de compte-conservateurs.

Selon le calendrier indicatif, il est prévu que les actions de la Société soient inscrites en compte-titres le 15 juin 2015

4.4. DEVISE D'EMISSION DES ACTIONS

L'émission des Actions est réalisée en euros.

4.5. DROITS ATTACHES AUX ACTIONS

Les actions seront soumises à toutes les stipulations des statuts tels qu'adoptés par l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires du 6 mai 2015 sous condition suspensive de la première cotation des actions de la Société sur le marché Alternext.

En l'état actuel de la législation française et des statuts de la Société qui régiront la Société à l'issue de ladite cotation, les principaux droits attachés aux actions sont décrits ci-après :

- *Bénéfice - Réserve légale - Droit aux dividendes*

Chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation à une quotité proportionnelle à la quotité du capital social qu'elle représente.

Sur le bénéfice de l'exercice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint une somme égale au dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de cette fraction.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu à l'alinéa précédent, et augmenté du report bénéficiaire.

L'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice peut accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions des dividendes ou acomptes sur dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq années à partir de la date de leur mise en paiement sont prescrits et doivent, passé ce délai, être reversés à l'État.

Les dividendes versés à des non-résidents sont soumis à une retenue à la source en France (voir le paragraphe 4.12 de la présente Note d'Opération).

La politique de distribution de dividendes de la Société est présentée au paragraphe 20.6 du Document de Base.

- *Droit de vote*

Chaque action donne droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales, dans les conditions légales et statutaires. La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et à toutes décisions des assemblées générales des actionnaires de la Société.

Le droit de vote attaché aux actions ordinaires est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix au moins, sous réserve des exceptions prévues par la loi et les statuts.

Lorsque l'usufruitier et/ou le nu-propiétaire bénéficient, pour leurs actions, des dispositions relatives à l'exonération partielle prévue par l'article 787B du Code Général des Impôts, le droit de vote appartient à l'usufruitier pour les décisions concernant l'affectation des résultats et au nu-propiétaire pour toutes les autres décisions et que dans les autres cas, le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propiétaire dans les assemblées générales extraordinaires.

Un droit de vote double de celui conféré aux autres actions ordinaires, eu égard à la quotité du capital qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis 2 ans au moins au nom du même actionnaire.

Ce droit est conféré également dès leur émission en cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

Les actions nominatives bénéficiant d'un droit de vote double converties au porteur ou transférées en propriété perdent le droit de vote double sauf dans tous les cas prévus par la loi.

- ***Droit préférentiel de souscription***

Les actions comportent, sauf renonciation de la part des actionnaires, un droit préférentiel de souscription aux augmentations de capital. Les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital immédiate ou à terme. Pendant la durée de la souscription, ce droit est négociable lorsqu'il est détaché d'actions elles-mêmes négociables. Dans le cas contraire, il est cessible dans les mêmes conditions que l'action elle-même. Les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription (articles L. 225-132 et L. 228-91 du Code de commerce).

- ***Droit de participation aux bénéfices de la Société***

Les actionnaires de la Société ont droit aux bénéfices dans les conditions définies par les articles L.232-10 et suivants du code de commerce.

- ***Droit de participation à tout excédent en cas de liquidation***

Chaque action donne droit dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation, à une quotité identique, sous réserve de la création d'actions de préférence.

- ***Clauses de rachat ou de conversion***

Les statuts de la Société ne prévoient pas de clause de rachat ou de conversion des actions ordinaires.

- ***Identification des détenteurs de titres***

La Société se tient informée de la composition de son actionnariat dans les conditions prévues par la loi. A ce titre, la Société peut faire usage de toutes les dispositions légales prévues en matière d'identification des détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses assemblées d'actionnaires.

- ***Franchissements de seuils***

Les statuts de la Société ne prévoient pas d'obligations autres que celles prévues par la loi et les règlements en vigueur.

4.6. AUTORISATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE

4.6.1. Assemblée Générale Mixte du 6 mai 2015 ayant autorisé l'émission

L'émission des Actions Nouvelles a été autorisée par la dixième résolution de l'Assemblée générale à caractère mixte du 6 mai 2015. Le cas échéant, l'émission des Actions Nouvelles Supplémentaires a été autorisée par la onzième résolution de la même Assemblée Générale. Les textes respectifs des résolutions sont reproduits ci-après :

Dixième résolution - Délégation de compétence donnée au Directoire pour augmenter le capital par émission d'actions ordinaires avec suppression du droit préférentiel de souscription par offre au public en prévision de l'admission des actions de la société aux négociations sur Alternext

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Directoire et du rapport spécial du commissaire aux comptes et conformément aux dispositions du Code de Commerce et notamment ses articles L. 225-129-2, L 225-136 et L. 228-92 :

- 1) En prévision de l'admission des actions de la société aux négociations sur ALTERNEXT PARIS délègue au Directoire sa compétence à l'effet de procéder à l'augmentation du capital, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, sur le marché français et/ou international, par une offre au public, par émission soit en euros, soit en monnaies étrangères ou en toute autre unité de compte établie par référence à un ensemble de monnaies d'actions ordinaires.
- 2) Fixe à vingt-six mois la durée de validité de la présente délégation, décomptée à compter du jour de la présente Assemblée.
- 3) Le montant nominal global des actions ordinaires susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation ne pourra être supérieur à 200.000 euros, ce montant étant indépendant de tout autre plafond prévu en matière de délégation d'augmentation de capital.
- 4) Décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres faisant l'objet de la présente résolution.
- 5) Décide, conformément aux dispositions de l'article L 225-136 2° du Code de commerce, que le prix d'émission des actions ordinaires nouvelles sera fixé par le Directoire conformément aux pratiques de marché habituelles, par référence au prix tel qu'il résultera de la confrontation de l'offre et de la demande selon la technique dite « de construction du livre d'ordres ».
- 6) Décide que les actions nouvelles émises au titre des augmentations de capital seront complètement assimilées aux actions ordinaires anciennes et soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions des assemblées générales,
- 7) Décide que si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité d'une émission décidée sur le fondement de la présente délégation, le Directoire pourra utiliser les facultés suivantes :
 - limiter le montant de l'émission au montant des souscriptions, à condition qu'il atteigne au moins les $\frac{3}{4}$ de l'émission décidée,
 - répartir librement tout ou partie des titres non souscrits.
- 8) Décide que le Directoire disposera, dans les limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires notamment pour fixer les conditions de la ou des émissions, constater la réalisation des augmentations de capital qui en résultent, procéder à la modification corrélative des statuts, imputer, à sa seule initiative, les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation et, plus généralement, faire le nécessaire en pareille matière.
- 9) La présente délégation de compétence sera privée d'effet, par anticipation, à hauteur de la partie non encore utilisée, ne correspondant pas à une augmentation de capital formellement décidée par le Directoire, le jour où prendra effet la délégation de compétence objet de la seizième résolution de la présente Assemblée.

Onzième résolution - Autorisation d'augmenter le montant des émissions en cas de demandes excédentaires

Pour chacune des émissions décidées en application de la résolution qui précède, le nombre de titres à émettre pourra être augmenté dans les conditions prévues par les articles L 225-135-1 et R 225-118 du Code de commerce et dans la limite des plafonds fixés par l'assemblée, lorsque le Directoire constate une demande excédentaire.

4.6.2. Décision du Directoire ayant décidé de l'émission

En vertu de la délégation de compétence consentie par l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires du 6 mai 2015 aux termes de sa 10^{ème} résolution, le Directoire de la Société a, le 25 mai 2015, après autorisation du Conseil de surveillance réuni le même jour :

- décidé le principe d'une augmentation de capital à réaliser en numéraire d'un montant nominal de 75 000 euros par émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, par offre au public, d'un maximum de 750 000 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0,10 euro chacune, ce nombre étant susceptible d'être porté à un nombre maximal de 862 500 Actions Nouvelles à provenir de la décision éventuelle par le Directoire, le jour de la fixation des conditions définitives de l'Offre, d'accroître d'un maximum de 15% le nombre d'actions nouvelles par rapport au nombre initialement fixé en exerçant la Clause d'Extension (voir le paragraphe 5.2.5 « Clause d'Extension » de la présente Note d'Opération) ;

En outre, le Directoire a :

- fixé la fourchette indicative du prix d'émission des Actions Nouvelles entre 9 euros et 11 euros par action ; étant précisé que cette fourchette pourra être modifiée dans les conditions prévues au paragraphe 5.3.2.3 de la présente Note d'Opération ; et
- décidé du principe selon lequel le montant de l'augmentation de capital visée au premier alinéa pourra être augmenté de 15% maximum et porté à un maximum de 991 875 Actions Nouvelles Supplémentaires au titre de l'Option de Surallocation (voir le paragraphe 5.2.6 « Option de Surallocation » de la présente Note d'Opération).
- décidé que l'ouverture du placement global et de l'offre au public devrait avoir lieu le 28 mai 2015, la clôture de l'offre au public et du placement global le 10 juin 2015 et sera dirigée par Midcap Partners en qualité de Chef de File.
- décidé que les actions nouvelles seront intégralement libérées en numéraire en nominal et prime à la souscription. Elles seront complètement assimilées aux actions anciennes et donneront droit à toutes distributions de dividendes décidées à compter de leur date d'émission.
- décidé que l'ensemble des honoraires et frais de toute nature relatifs à la présente augmentation de capital sera imputé sur la prime d'émission.
- décidé d'autoriser le Président du Directoire à signer tous actes ou contrats liés à la réalisation de la présente opération. »

Les modalités définitives de ces augmentations de capital, parmi lesquelles, notamment, le nombre et le prix d'émission des Actions Nouvelles, seront arrêtées par un Directoire avec l'accord du Conseil de surveillance qui devraient se tenir le 11 juin 2015.

4.7. DATE PREVUE D'EMISSION DES ACTIONS OFFERTES

La date prévue pour le règlement-livraison des Actions Offertes est le 15 juin 2015 le calendrier indicatif figurant au paragraphe 5.1.1 de la présente Note d'Opération.

4.8. RESTRICTIONS A LA LIBRE NEGOCIABILITE DES ACTIONS

Aucune stipulation statutaire ne limite la libre négociabilité des actions composant le capital de la Société.

Une description détaillée des engagements pris par la Société et certains de ses actionnaires figure à la section 7.3 de la présente Note d'Opération.

4.9. REGLES FRANÇAISES EN MATIERE D'OFFRE PUBLIQUE

A compter de l'admission de ses actions aux négociations sur le marché régulé Alternext, la Société sera soumise aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur en France relatives aux offres publiques obligatoires, aux offres publiques de retrait et à la procédure de retrait obligatoire.

4.9.1. Offre publique obligatoire

Aux termes de la réglementation française (article L.433-3 du code monétaire et financier et les articles 234-1 et suivants du règlement général de l'AMF), un projet d'offre publique doit être déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers lorsque toute personne physique ou morale agissant seule ou de concert au sens de l'article L. 233-10 du Code de commerce vient à détenir, directement ou indirectement, plus des cinq dixièmes du capital ou des droits de vote d'une société dont le siège social est établi en France et dont les actions sont admises aux négociations sur le marché Alternext.

4.9.2. Offre publique de retrait et retrait obligatoire

L'article L. 433-4 du Code monétaire et financier et les articles 236-1 et suivants (offre publique de retrait), 237-1 et suivants (retrait obligatoire à l'issue d'une offre publique de retrait) et 237-14 et suivants (retrait obligatoire à l'issue de toute offre publique) du règlement général de l'AMF prévoient les conditions de dépôt d'une offre publique de retrait et de mise en œuvre d'une procédure de retrait obligatoire des actionnaires minoritaires d'une société dont les actions sont admises aux négociations sur un marché multilatéral de négociation organisé.

4.10. OFFRES PUBLIQUES D'ACHAT INITIEES PAR DES TIERS SUR LE CAPITAL DE L'EMETTEUR DURANT LE DERNIER EXERCICE ET L'EXERCICE EN COURS

Aucun titre de la Société n'étant admis aux négociations sur un marché réglementé ou sur un marché unilatéral de négociation organisé à la date du visa de l'AMF sur le Prospectus, aucune offre publique d'achat émanant de tiers n'a été lancée sur le capital de la Société durant le dernier exercice et l'exercice en cours.

4.11. REGIME SPECIAL DES PLANS D'EPARGNE EN ACTIONS (« PEA ») DE DROIT COMMUN ET DES PEA « PME-ETI »

Pour les actionnaires qui sont des résidents fiscaux français, les actions ordinaires de la Société constituent des actifs éligibles au PEA.

Le plafond des versements dans un PEA est de 150.000 euros (300.000 euros pour un couple). Sous certaines conditions, le PEA ouvre droit :

- pendant la durée du PEA, à une exonération d'impôt sur le revenu et de prélèvements sociaux à raison des plus-values nettes générées par les placements effectués dans le cadre du PEA, à condition notamment que ces plus-values soient maintenues dans le PEA, et
- au moment de la clôture du PEA (si elle intervient plus de cinq ans après la date d'ouverture du PEA) ou lors d'un retrait partiel (s'il intervient plus de huit ans après la date d'ouverture du PEA), à une exonération d'impôt sur le revenu à raison du gain net réalisé depuis l'ouverture du plan. Cependant, ces plus-values restent soumises au prélèvement social, à la contribution additionnelle à ce prélèvement, au prélèvement de solidarité, à la CSG et à la CRDS au taux global de 15,5%.

Les moins-values subies ne sont ni imputables ni reportables sur des plus-values de même nature qui seraient réalisées hors du PEA (des règles spécifiques s'appliquent toutefois à certains cas de clôture du PEA). Les investisseurs sont invités à se rapprocher de leur conseil fiscal sur cette question.

A défaut de respecter les conditions de l'exonération, les plus-values de cession réalisées sur les placements effectués dans le cadre d'un PEA sont imposables (i) lorsque le retrait ou le rachat intervient dans les deux ans de son ouverture, au taux majoré de 22,5% (article 200 A du CGI), (ii) lorsque le retrait ou le rachat intervient entre deux et cinq ans à compter de l'ouverture du PEA, au taux de 19 %, à ces impositions s'ajoutent, en toute hypothèse, le prélèvement social, la contribution additionnelle à ce prélèvement, le prélèvement de solidarité, la CSG et la CRDS au taux global de 15,5%.

Il est à noter que la loi de finances pour 2014 a créé une nouvelle catégorie de PEA dite «PME-ETI », qui bénéficie des mêmes avantages fiscaux que le PEA.

Les titres éligibles doivent notamment avoir été émis par une entreprise qui, d'une part, occupe moins de 5.000 personnes et qui, d'autre part, a un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 1.500 millions d'euros ou un total de bilan n'excédant pas 2.000 millions d'euros. Un décret d'application (n°2014-283) précisant ces conditions a été publié le 5 mars 2014. Le plafond des versements est fixé à 75.000 euros (150.000 euros pour un couple). Le PEA « PME-ETI » est cumulable avec un PEA de droit commun, et chaque contribuable ne peut être titulaire que d'un PEA « PME-ETI ».

A la date de la Note d'Opération, les actions de la Société constituent des actifs éligibles aux PEA « PME-ETI ».

L'attention des actionnaires potentiels est attirée sur le fait que ces règles sont susceptibles d'être affectées par d'éventuelles modifications législatives ou réglementaires, assorties le cas échéant d'un effet rétroactif, ou par un changement de leur interprétation par l'administration fiscale française.

4.12. RETENUE A LA SOURCE SUR LES REVENUS DES ACTIONS DE LA SOCIETE

Les dispositions suivantes résument certaines conséquences fiscales françaises en matière de prélèvements à la source sur les revenus d'actions de la Société, susceptibles de s'appliquer aux actionnaires, personnes physiques ou personnes morales, qui reçoivent des dividendes à raison de ces actions.

L'attention de celles-ci est néanmoins attirée sur le fait que ces informations ne constituent qu'un simple résumé, donné à titre d'information générale, des prélèvements à la source susceptibles de s'appliquer aux revenus des actions de la Société en vertu de la législation en vigueur à ce jour. Les règles dont il est fait mention ci-après prennent en compte l'état actuel de la législation française et de la réglementation et sont susceptibles d'être affectées par d'éventuelles modifications législatives et réglementaires qui pourraient être assorties d'un effet rétroactif ou s'appliquer à l'année ou à l'exercice en cours.

Les informations fiscales ci-dessous ne constituent pas une description exhaustive de l'ensemble des effets fiscaux susceptibles de s'appliquer aux personnes qui deviendront actionnaires de la Société. Celles-ci sont invitées à s'informer, auprès de leur conseiller fiscal habituel, de la fiscalité s'appliquant à leur cas particulier à raison de l'acquisition, la détention ou la cession des actions de la Société.

Les personnes n'ayant pas leur résidence fiscale en France doivent, en outre, se conformer à la législation fiscale en vigueur dans leur État de résidence et par ailleurs, le cas échéant, aux dispositions de la convention fiscale signée entre la France et leur État de résidence.

4.12.1 Personnes physiques qui viendraient à détenir des actions de la Société dans le cadre de leur patrimoine privé en dehors du cadre d'un plan d'épargne en actions (PEA) et ne réalisant pas d'opérations de bourse dans des conditions analogues à celles qui caractérisent une activité exercée par une personne se livrant à titre professionnel à ce type d'opérations

Prélèvement de 21 %

En application de l'article 117 quater du Code général des impôts (« **CGI** »), sous réserve de certaines exceptions, les personnes physiques domiciliées en France sont, en principe, assujetties à un prélèvement forfaitaire non libératoire de l'impôt sur le revenu au taux de 21 % sur le montant brut des revenus distribués. Ce prélèvement est effectué par l'établissement payeur des dividendes s'il est établi en France. Lorsque l'établissement payeur est établi hors de France, les revenus sont déclarés et le prélèvement correspondant payé, dans les 15 premiers jours du mois qui suit celui du paiement des revenus, soit par le contribuable lui-même, soit par l'établissement payeur, lorsqu'il est établi dans un État membre de l'Union européenne, ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales, et qu'il a été mandaté à cet effet par le contribuable.

Ce prélèvement forfaitaire non libératoire, qui constitue un acompte de l'impôt sur le revenu, s'impute sur l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année au cours de laquelle il est opéré. L'excédent, le cas échéant, est restitué.

Les actionnaires qui seraient concernés sont invités à se rapprocher de leur conseiller fiscal habituel afin de déterminer les modalités d'imputation de cette retenue à la source sur le montant de leur impôt sur le revenu.

Par ailleurs, indépendamment du lieu de résidence, en application de l'article 119 bis 2 du CGI, s'ils sont payés hors de France dans un Etat ou territoire non coopératif au sens de l'article 238-0 A du CGI (« **ETNC** »), les dividendes versés par la Société font l'objet d'une retenue à la source de 75 %

du montant brut des revenus distribués. La liste des Etats et territoires non coopératifs est publiée par arrêté interministériel et mise à jour annuellement.

Prélèvements sociaux

Le montant brut des dividendes le cas échéant distribués par la Société sera également soumis en intégralité aux prélèvements sociaux au taux global de 15,5 %, répartis comme suit :

- la contribution sociale généralisée (« **CSG** ») au taux de 8,2 % ;
- la contribution pour le remboursement de la dette sociale (« **CRDS** »), au taux de 0,5 % ;
- le prélèvement social au taux de 4,5 % ;
- la contribution additionnelle au prélèvement social au taux de 0,3 % ; et
- le prélèvement de solidarité au taux de 2 %.

Ces prélèvements sociaux sont effectués de la même manière que le prélèvement forfaitaire non libératoire de 21%.

Hormis la CSG, déductible à hauteur de 5,1 % du revenu imposable de l'année de son paiement, ces prélèvements sociaux ne sont pas déductibles du revenu imposable.

Les actionnaires sont invités à se rapprocher de leur conseiller fiscal habituel afin de déterminer les modalités déclaratives et les modalités de paiement du prélèvement de 21 % et des prélèvements sociaux qui leurs seront applicables.

4.12.2 Actionnaires dont la résidence fiscale est située hors de France

Les informations contenues dans la présente section résument les conséquences fiscales françaises susceptibles de s'appliquer, en l'état actuel de la législation française et sous réserve de l'application éventuelle des conventions fiscales internationales, aux investisseurs qui ne sont pas des résidents fiscaux de France et qui recevront des dividendes à raison des actions de la Société qu'ils détiendront autrement que par l'intermédiaire d'une base fixe ou d'un établissement stable en France.

Ceux-ci doivent néanmoins s'informer, auprès de leur conseiller fiscal habituel, de la fiscalité s'appliquant à leur cas particulier. Les non-résidents fiscaux français doivent également se conformer à la législation fiscale en vigueur dans leur État de résidence.

Les règles dont il est fait mention ci-après sont par ailleurs susceptibles d'être affectées par d'éventuelles modifications législatives ou réglementaires, assorties le cas échéant d'un effet rétroactif, ou par un changement de leur interprétation par l'administration fiscale française.

Les dividendes distribués par la Société font, en principe, l'objet d'une retenue à la source, prélevée par l'établissement payeur des dividendes, lorsque le domicile fiscal ou le siège social du bénéficiaire personne physique effectif est situé hors de France. Sous réserve de ce qui est dit ci-après, le taux de cette retenue à la source est fixé à (i) 21 % lorsque le bénéficiaire est une personne physique domiciliée dans un État membre de l'Union européenne ou dans un État partie à l'accord sur l'espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales, et à (ii) 30 % dans les autres cas. Elle est liquidée sur le montant brut des revenus mis en paiement. Cette retenue à la source peut être réduite, voire supprimée, en application, des conventions fiscales internationales conclues par la France et l'Etat de résidence du bénéficiaire.

Les actionnaires sont invités à se renseigner sur les modalités pratiques d'application des conventions fiscales internationales, telles que notamment prévues par la doctrine administrative figurant dans le bulletin officiel des finances publiques du 12 septembre 2012 (BOI-INT-DG-20-20-20-20120912)

relative aux procédures dites « normale » ou « simplifiée » de réduction ou d'exonération de la retenue à la source.

Par ailleurs :

- à condition de remplir les critères prévus par la doctrine administrative figurant notamment dans le bulletin officiel des finances publiques du 25 mars 2013 (BOI-IS-CHAMP-10-50-10-40-20130325, n° 580 ets.), les organismes à but non lucratif, dont le siège est situé (i) dans un État membre de l'Union européenne ou (ii) dans un État partie à l'accord sur l'espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales, peuvent bénéficier d'un taux de retenue à la source réduit à 15% ;
- sous réserve de remplir les conditions visées par la doctrine administrative figurant notamment dans le bulletin officiel des finances publiques du 25 juillet 2014 (BOI-RPPM-RCM-30-30-20-40-20140725), les personnes morales qui détiennent au moins 5 % du capital de la Société à la date en mise en paiement du dividende peuvent bénéficier d'une exonération de retenue à la source à raison des dividendes versés par la Société si leur siège de direction effective est situé (i) dans un État membre de l'Union européenne, ou (ii) dans un État partie à l'accord sur l'espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales. Les actionnaires concernés sont invités à se rapprocher de leur conseiller fiscal afin de déterminer dans quelle mesure et sous quelles conditions ils peuvent bénéficier de cette exonération ;
- la retenue à la source n'est plus applicable, sous réserve du respect des conditions posées par la doctrine administrative figurant notamment dans le bulletin officiel des finances publiques du 12 août 2013 (BOI-RPPM-PVBMI-RCM-30-30-20-70-20130812), aux dividendes distribués depuis le 17 août 2012 à des organismes de placement collectif de droit étranger situés dans un Etat membre de l'Union européenne ou dans un Etat ou territoire ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales et remplissant notamment les deux conditions suivantes : (i) lever des capitaux auprès d'un certain nombre d'investisseurs en vue de les investir, conformément à une politique d'investissement définie, dans l'intérêt de ces investisseurs et (ii) présenter des caractéristiques similaires à celles de certains organismes de placement collectif de droit français. Les stipulations de la convention d'assistance administrative et leur mise en œuvre doivent effectivement permettre à l'administration des impôts d'obtenir des autorités de l'Etat dans lequel l'organisme de placement collectif constitué sur le fondement d'un droit étranger est situé les informations nécessaires à la vérification du respect par cet organisme des deux conditions ci-dessus énoncées. Les actionnaires concernés sont invités à se rapprocher de leur conseiller fiscal afin de déterminer dans quelle mesure et sous quelles conditions ils peuvent bénéficier de cette exonération.

Toutefois, les dividendes distribués par la Société feront l'objet d'une retenue à la source au taux de 75 %, quel que soit le domicile fiscal ou le siège social de l'actionnaire (sous réserve, le cas échéant, des dispositions plus favorables des conventions internationales) s'ils sont payés ou réputés payés hors de France dans un État ou territoire non coopératif au sens de l'article 238-0 A du Code général des impôts. La liste des États et territoires non coopératifs est publiée par arrêté interministériel et mise à jour annuellement.

Il appartiendra aux actionnaires concernés de se rapprocher de leur conseiller fiscal habituel afin de déterminer notamment s'ils sont susceptibles de se voir appliquer la nouvelle législation relative aux États et territoires non coopératifs et/ou de bénéficier d'une réduction ou d'une exonération de la retenue à la source.

4.13. REDUCTION D'IMPOT DE SOLIDARITE SUR LA FORTUNE AU TITRE DE LA SOUSCRIPTION A L'AUGMENTATION DE CAPITAL (ARTICLE 885-0 V BIS DU CODE GENERAL DES IMPOTS)

Afin de permettre aux souscripteurs personnes physiques de bénéficier, le cas échéant, du dispositif de réduction d'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) prévu à l'article 885-0 V du Code général des impôts, au titre de la souscription d'Actions Nouvelles, et prévoyant notamment que :

« Le redevable peut imputer sur l'impôt de solidarité sur la fortune 50 % des versements effectués au titre de souscriptions au capital initial ou aux augmentations de capital de sociétés, en numéraire ou en nature par apport de biens nécessaires à l'exercice de l'activité, à l'exception des actifs immobiliers et des valeurs mobilières, ainsi qu'au titre de souscriptions dans les mêmes conditions de titres participatifs dans des sociétés coopératives de production définies par la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 ou dans d'autres sociétés coopératives régies par la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération. Cet avantage fiscal ne peut être supérieur à 45000€.»

la Société s'engage à satisfaire aux conditions prévues aux paragraphes a) à f) du 1 de l'article 885-0 V bis du Code général des impôts dans les limites fixées par les textes législatifs et réglementaires, à savoir :

- a) Etre une petite et moyenne entreprise au sens de l'annexe I au règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission du 6 août 2008 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité (Règlement général d'exemption par catégorie) ;*
- b) Exercer exclusivement une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale, à l'exclusion des activités procurant des revenus garantis en raison de l'existence d'un tarif réglementé de rachat de la production, des activités financières, des activités de gestion de patrimoine mobilier définie à l'article 885 O quater et des activités immobilières. Toutefois, les exclusions relatives à l'exercice d'une activité financière ou immobilière ne sont pas applicables aux entreprises solidaires mentionnées à l'article L. 3332-17-1 du code du travail ;*
- 0 b bis) Ne pas exercer une activité de production d'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil;*
- b bis) Ses actifs ne sont pas constitués de façon prépondérante de métaux précieux, d'œuvres d'art, d'objets de collection, d'antiquités, de chevaux de course ou de concours ou, sauf si l'objet même de son activité consiste en leur consommation ou en leur vente au détail, de vins ou d'alcools ;*
- b ter) Les souscriptions à son capital confèrent aux souscripteurs les seuls droits résultant de la qualité d'actionnaire ou d'associé, à l'exclusion de toute autre contrepartie notamment sous la forme de tarifs préférentiels ou d'accès prioritaire aux biens produits ou aux services rendus par la société;*
- c) Avoir son siège de direction effective dans un Etat membre de l'Union européenne ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales ;*
- d) Ses titres ne sont pas admis aux négociations sur un marché réglementé français ou étranger ;*
- e) Etre soumise à l'impôt sur les bénéfices dans les conditions de droit commun ou y être soumise dans les mêmes conditions si l'activité était exercée en France ;*

e bis) Compter au moins deux salariés à la clôture de l'exercice qui suit la souscription ayant ouvert droit à la présente réduction, ou un salarié si elle est soumise à l'obligation de s'inscrire à la chambre de métiers et de l'artisanat;

f) N'accorder aucune garantie en capital à ses associés ou actionnaires en contrepartie de leurs souscriptions ;

Pour bénéficier de cette réduction d'ISF (ci-après, **ISF-PME**), les souscripteurs doivent conserver l'ensemble des titres reçus à cette occasion jusqu'au 31 décembre de la cinquième année suivant celle au cours de laquelle la souscription a été réalisée.

Par ailleurs, les titres dont la souscription a ouvert droit à la réduction ISF-PME ne peuvent pas figurer dans un PEA ou un PEA « PME-ETI » ou dans un plan d'épargne salariale (plan d'épargne entreprise, plan d'épargne interentreprises, plan d'épargne pour la retraite collectif).

Compte tenu du plafond légal du montant des versements reçus par les sociétés éligibles, fixé dans la législation française à ce jour à 2,5 millions d'euros, et afin de permettre aux souscripteurs personnes physiques de bénéficier, le cas échéant, du dispositif précité, la Société traitera les demandes d'état individuel de souscription des personnes physiques requis par les services fiscaux dans l'ordre de leur arrivée.

Chaque demande d'état individuel devra, systématiquement, être accompagnée d'une attestation du montant souscrit par la personne physique que cette dernière aura préalablement obtenue auprès de son teneur de compte-titres.

En tout état de cause, toute demande d'état individuel devra être transmise à la Société dans les 30 jours calendaires suivant la date de règlement-livraison des actions.

La Société se réserve le droit de clôturer la réception des souscriptions ouvrant droit à la réduction ISF-PME par anticipation si le plafond précité de 2,5 millions d'euros est atteint, ce compte tenu des demandes ouvrant droit à la réduction ISF-PME déjà effectuées au cours des 12 derniers mois, et ne délivrerait plus dans ce cas aucun état individuel.

En conséquence, l'attention des souscripteurs concernés est attirée sur le fait que la Société ne peut, en aucune façon, leur garantir qu'ils pourront bénéficier de la réduction d'ISF pour la totalité ou même pour une partie de leur souscription.

De même, la réduction d'ISF est conditionnée au maintien des dispositions fiscales actuelles précitées ou, dans le cas où ces dispositions fiscales seraient modifiées, à la non-rétroactivité des nouvelles mesures aux souscriptions effectuées dans le cadre de l'Offre sur Alternext.

Les investisseurs susceptibles de bénéficier de cette réduction d'ISF sont invités à consulter leur conseiller fiscal habituel afin d'apprécier leur situation personnelle au regard de la réglementation spécifique applicable.

5. MODALITES DE L'OFFRE

5.1. MODALITES DE L'OFFRE, CALENDRIER PREVISIONNEL ET MODALITES DES DEMANDES DE SOUSCRIPTION

5.1.1 Modalités de l'Offre

L'Offre s'effectuera par la mise sur le marché d'un maximum de 750 000 actions nouvelles, pouvant être portée à un maximum de 862 500 actions nouvelles en cas d'exercice en totalité de la Clause d'Extension et portée à un maximum de 991 875 actions nouvelles en cas d'exercice en totalité de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation.

Il est prévu que la diffusion des Actions Offertes soit réalisée dans le cadre d'une offre globale (l'«**Offre**»), comprenant :

- une offre au public en France réalisée sous la forme d'une offre à prix ouvert, principalement destinée aux personnes physiques (l'«**Offre à Prix Ouvert**» ou «**OPO**») ;
- un placement global principalement destiné aux investisseurs institutionnels (le «Placement Global») comportant :
 - un placement en France, et
 - un placement privé international dans certains pays, en dehors, notamment, des États-Unis d'Amérique, du Japon, du Canada et de l'Australie.

La répartition des Actions Offertes entre le Placement Global, d'une part, et l'OPO, d'autre part, sera effectuée en fonction de la nature et de l'importance de la demande dans le respect des principes édictés par l'article 315-35 du règlement général de l'AMF. Si la demande exprimée dans le cadre de l'OPO le permet, le nombre d'actions allouées en réponse aux ordres émis dans le cadre de l'OPO sera au moins égal à 15% du nombre d'actions offertes dans le cadre de l'Offre, hors celles émises dans le cadre de l'exercice éventuel de la Clause d'Extension et avant exercice éventuel de l'Option de Surallocation telle que définie au paragraphe 5.2.6 de la présente Note d'Opération. Si la demande dans le cadre de l'OPO est inférieure à 15% des Actions Nouvelles, le solde des Actions Nouvelles non alloué dans le cadre de l'OPO sera offert dans le cadre du Placement Global.

En fonction de l'importance de la demande exprimée dans le cadre de l'Offre, le nombre initial d'actions nouvelles pourra être augmenté de 15 %, soit un maximum de 862 500 actions (la « Clause d'Extension»). L'exercice éventuel de la Clause d'Extension sera décidé par le Directoire (après autorisation du Conseil de surveillance) qui fixera, les modalités définitives de l'Offre, soit à titre indicatif le 11 juin 2015.

La Société consentira à Midcap Partners, agissant en son nom et pour son compte, une Option de Surallocation (telle que définie au paragraphe 5.2.6 de la présente Note d'Opération) permettant la souscription d'un nombre d'Actions Nouvelles Supplémentaires représentant un maximum de 15 % du nombre d'Actions Nouvelles, soit un maximum de 991 875 actions en cas d'exercice en totalité de la Clause d'Extension.

L'Option de Surallocation sera exerçable par Midcap Partners du 16 juin 2015 au 16 juillet 2015.

Calendrier indicatif de l'Offre :

27 mai 2015	<ul style="list-style-type: none">- Visa de l'AMF sur le Prospectus
28 mai 2015	<ul style="list-style-type: none">- Diffusion du communiqué de presse annonçant l'opération ;- Diffusion par Euronext de l'avis relatif à l'ouverture de l'OPO ;- Ouverture de l'OPO et du Placement Global.
10 juin 2015	<ul style="list-style-type: none">- Clôture de l'OPO à 17 heures (heures de Paris) pour les souscriptions aux guichets et à 20 heures (heures de Paris) pour celles par Internet.- Clôture du Placement Global à 17 heures (heures de Paris)
11 juin 2015	<ul style="list-style-type: none">- Réunion du Directoire en vue de fixer le prix définitif de l'Offre et le nombre d'Actions nouvelles émises ;- Réunion du Conseil de surveillance relatif à la fixation du prix définitif Fixation du Prix de l'Offre et exercice éventuel de la Clause d'Extension ;- Diffusion du communiqué de presse indiquant le Prix de l'Offre, le nombre définitif d'Actions Nouvelles et le résultat de l'Offre ;- Avis Euronext relatif au résultat de l'Offre ;- Première cotation des actions de la Société sur le marché Alternext.
15 juin 2015	<ul style="list-style-type: none">- Règlement-livraison des actions dans le cadre de l'OPO et du Placement Global.
16 juin 2015	<ul style="list-style-type: none">- Début des négociations des actions de la Société sur le marché Alternext.- Début de la période de stabilisation éventuelle
16 juillet 2015	<ul style="list-style-type: none">- Date limite d'exercice de l'Option de Surallocation.- Fin de la période de stabilisation éventuelle

5.1.2. Montant de l'offre

Voir le chapitre 8 « Dépenses liées à l'Offre » de la présente Note d'Opération.

5.1.3. Procédure et période de souscription

5.1.3.1. Caractéristiques principales de l'OPO

Durée de l'OPO

L'OPO débutera le 28 mai 2015 et prendra fin le 10 juin 2015 à 17 heures (heure de Paris) pour les souscriptions aux guichets et à 20 heures (heure de Paris) pour les souscriptions par Internet. La date de clôture de l'OPO pourrait être modifiée (voir le paragraphe 5.3.2 de la présente Note d'Opération).

Nombre d'actions offertes dans le cadre de l'OPO

Un minimum de 15 % du nombre d'actions offertes dans le cadre de l'Offre, hors celles émises dans le cadre de l'exercice éventuel de la Clause d'Extension, avant exercice éventuel de l'Option de Surallocation sera offert dans le cadre de l'OPO.

Le nombre d'actions offertes dans le cadre de l'OPO pourra être augmenté ou diminué conformément aux modalités détaillées au paragraphe 5.1.1 de la présente Note d'Opération.

Personnes habilitées, réception et transmission des ordres

Les personnes habilitées à émettre des ordres dans le cadre de l'OPO sont les personnes physiques de nationalité française ou résidentes en France ou ressortissantes de l'un des États partie à l'accord et au protocole de l'Espace Économique Européen (États membres de l'Union européenne, Islande, Norvège et Liechtenstein, ci-après les « **États appartenant à l'EEE** »), les fonds communs de placement ou les personnes morales françaises ou ressortissantes de l'un des États appartenant à l'EEE qui ne sont pas, au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, sous contrôle d'entités ou de personnes ressortissantes d'États autres que les États appartenant à l'EEE, ainsi que les associations et clubs d'investissement domiciliés en France ou dans des États appartenant à l'EEE et dont les membres sont ressortissants français ou de l'un des États appartenant à l'EEE, sous réserve des stipulations figurant au paragraphe 5.2.1 de la présente Note d'Opération. Les autres personnes devront s'informer sur les restrictions locales de placement comme indiqué au paragraphe 5.2.1 de la présente Note d'Opération.

Les personnes physiques, les personnes morales et les fonds communs de placement ne disposant pas en France de comptes permettant la souscription d'actions dans le cadre de l'OPO devront à cette fin ouvrir un tel compte chez un intermédiaire habilité lors de la passation de leurs ordres.

L'ordre de souscription devra être signé par le donneur d'ordres ou son représentant ou, en cas de gestion sous mandat, son mandataire. Dans ce dernier cas, le gestionnaire devra :

- soit disposer d'un mandat prévoyant des stipulations spécifiques aux termes desquelles son client s'est engagé, dans le cadre d'opérations où chaque investisseur n'est autorisé à passer qu'un seul ordre, à ne pas passer d'ordres sans avoir demandé et obtenu une confirmation écrite du gestionnaire qu'il n'a pas passé un ordre portant sur les mêmes titres dans le cadre du mandat de gestion ;
- soit mettre en place toute autre mesure raisonnable visant à prévenir les ordres multiples (par exemple, information du client par le gestionnaire qu'il a passé un ordre pour son compte et qu'en conséquence, le client ne peut passer directement un ordre de même nature sans l'avoir informé par écrit, avant la clôture de l'opération, de sa décision afin que le gestionnaire puisse annuler l'ordre correspondant).

Catégories d'ordres susceptibles d'être émis en réponse à l'OPO

Les personnes désireuses de participer à l'OPO devront déposer leurs ordres auprès d'un intermédiaire financier habilité en France, au plus tard le 10 juin 2015 à 17 heures (heure de Paris) pour les souscriptions aux guichets et à 20 heures (heure de Paris) pour les souscriptions par Internet, si cette faculté leur est donnée par leur intermédiaire financier, sauf clôture anticipée ou prorogation (voir le paragraphe 5.3.2 de la présente Note d'Opération).

En application des Règles de marché d'Euronext relatif aux règles particulières applicables au marché Alternext Paris, les ordres seront décomposés en fonction du nombre de titres demandés :

- fraction d'ordres A1 : entre 1 et 200 actions inclus ;
- fraction d'ordres A2 : au-delà de 200 actions.

L'avis de résultat de l'OPO qui sera publié par Euronext Paris indiquera les réductions éventuelles appliquées aux ordres, étant précisé que les fractions d'ordres A1 bénéficieront d'un traitement préférentiel par rapport aux fractions d'ordres A2 dans le cas où tous les ordres ne pourraient être satisfaits.

Il est par ailleurs précisé que :

- chaque ordre doit porter sur un nombre minimum de 10 actions ;
- un même donneur d'ordres A ne pourra émettre qu'un seul ordre A; cet ordre A ne pourra être dissocié entre plusieurs intermédiaires financiers et devra être confié à un seul intermédiaire financier ;
- s'agissant d'un compte joint, il ne pourra être émis qu'un maximum de deux ordres A ;
- le regroupement des actions acquises au nom des membres d'un même foyer fiscal (ordres familiaux) sera possible ;
- chaque membre d'un foyer fiscal pourra transmettre un ordre A. L'ordre d'un mineur sera formulé par son représentant légal ; chacun de ces ordres A bénéficiera des avantages qui lui sont normalement attachés; en cas de réduction, celle-ci s'appliquera séparément aux ordres de chacun desdits membres du foyer fiscal ;
- aucun ordre A ne pourra porter sur un nombre d'actions représentant plus de 20% du nombre d'actions offertes dans le cadre de l'OPO ;
- les réductions éventuelles appliquées aux ordres seront indiquées dans l'avis de résultat de l'OPO qui sera publié par Euronext ;
- au cas où l'application du ou des taux de réduction n'aboutirait pas à l'attribution d'un nombre entier d'actions, ce nombre serait arrondi au nombre entier inférieur ;
- les ordres A seront exprimés en nombre d'actions sans indication de prix et seront réputés stipulés au Prix de l'Offre ; et
- les ordres A seront, même en cas de réduction, irrévocables, sous réserve des indications mentionnées au paragraphe 5.3.2 de la présente Note d'Opération.

Les intermédiaires financiers habilités en France transmettront à Euronext les ordres A, selon le calendrier et les modalités précisés dans l'avis d'ouverture de l'OPO qui sera publié par Euronext.

Il est rappelé que les ordres seraient nuls si le communiqué de presse de la Société indiquant les modalités définitives du Placement Global et de l'OPO n'était pas diffusé.

Réduction des ordres

Les fractions d'ordres A1 sont prioritaires par rapport aux fractions d'ordres A2 ; un taux de réduction pouvant aller jusqu'à 100 % peut être appliqué aux fractions d'ordres A2 pour servir les fractions d'ordres A1.

Dans l'hypothèse où le nombre d'Actions Offertes serait insuffisant pour couvrir les demandes exprimées au titre des fractions d'ordres A1, ces demandes pourront être réduites de manière proportionnelle. Il en est de même s'agissant des fractions d'ordres A2.

Dans le cas où l'application des modalités de réduction aboutirait à un nombre non entier d'actions, ce nombre serait arrondi au nombre entier immédiatement inférieur.

Révocation des ordres

Les ordres de souscriptions passés par internet dans le cadre de l'OPO seront révocables, par internet, jusqu'à la clôture de l'OPO (le 10 juin 2015 à 20h00). Il appartient aux investisseurs de se rapprocher de leur intermédiaire financier afin de vérifier d'une part, les modalités de révocation des ordres passés par internet et d'autre part, si les ordres transmis par d'autres canaux sont révocables et dans quelles conditions.

Par ailleurs, les dispositions applicables en cas de modification à la hausse de la borne supérieure de la fourchette indicative de prix, en cas de fixation du Prix de l'Offre au-dessus de la borne supérieure de la fourchette indicative de prix visée ci-dessous sont décrites à la Section 5.3.2 de la présente Note d'Opération.

Résultat de l'OPO, réduction et modalités d'allocation

Le résultat de l'OPO fera l'objet d'un communiqué de presse de la Société et d'un avis de Euronext dont la diffusion est prévue le 11 juin 2015, sauf clôture anticipée auquel cas la diffusion du communiqué et de l'avis devrait intervenir, le lendemain du jour de la clôture de l'Offre.

Cet avis et ce communiqué préciseront les taux de réduction éventuellement appliqués aux ordres.

5.1.3.2. Caractéristiques principales du Placement Global

Durée du Placement Global

Le Placement Global débutera le 28 mai 2015 et prendra fin le 10 juin 2015 à 17 heures (heure de Paris). En cas de prorogation de la date de clôture de l'OPO (voir le paragraphe 5.3.2 de la présente Note d'Opération), la date de clôture du Placement Global pourra être prorogée corrélativement.

Le Placement Global pourra être clos par anticipation sans préavis (voir le paragraphe 5.3.2 de la présente Note d'Opération).

Personnes habilitées à émettre des ordres dans le cadre du Placement Global

Le Placement Global sera effectué principalement auprès d'investisseurs institutionnels et, au sein de l'Espace économique européen, à des investisseurs qui acquièrent ces valeurs pour un montant total d'au moins 50.000 euros par investisseur ou d'au moins 100.000 euros si l'Etat membre a transposé la directive prospectus modificative, en France et hors de France (excepté, notamment, aux États-Unis d'Amérique).

Ordres susceptibles d'être émis dans le cadre du Placement Global

Les ordres seront exprimés en nombre d'actions ou en montant demandés. Ils pourront comprendre des conditions relatives au prix.

Réception et transmission des ordres susceptibles d'être émis dans le cadre du Placement Global

Pour être pris en compte, les ordres émis dans le cadre du Placement Global devront être reçus par le Chef de File et Teneur de Livre au plus tard le 10 juin 2015 à 17 heures (heure de Paris), sauf clôture anticipée.

Seuls les ordres à un prix exprimé en euros, supérieur ou égal au Prix de l'Offre, qui sera fixé dans le cadre du Placement Global dans les conditions indiquées au paragraphe 5.3.1 de la présente Note d'Opération, seront pris en considération dans la procédure d'allocation.

Réduction des ordres

Les ordres émis dans le cadre du Placement Global pourront faire l'objet d'une réduction totale ou partielle.

Révocation des ordres

Tout ordre émis dans le cadre du Placement Global pourra être révoqué auprès du Chef de File et Teneur de Livre ayant reçu cet ordre et ce jusqu'au 10 juin 2015 à 17 heures (heure de Paris).

Résultat du Placement Global

Le résultat du Placement Global fera l'objet d'un communiqué de presse de la Société et d'un avis de Euronext dont la diffusion est prévue le 11 juin 2015, sauf clôture anticipée auquel cas la diffusion du communiqué et de l'avis devrait intervenir, le lendemain du jour de la clôture de l'Offre.

5.1.4. Révocation / Suspension de l'Offre

L'Offre sera réalisée sous réserve de l'émission du certificat du dépositaire des fonds constatant la souscription des Actions Nouvelles. L'Offre pourra être annulée par la Société à la date de règlement-livraison si le certificat du dépositaire des fonds n'était pas émis.

En cas de non émission du certificat du dépositaire, cette information fera l'objet d'un communiqué de presse diffusé par la Société et d'un avis diffusé par Euronext. Dans ce cas, les Actions Offertes ainsi que les Actions existantes ne seront pas admises aux négociations sur le marché Alternext.

Si le montant des souscriptions n'atteignait pas un minimum de 75 % de l'augmentation de capital initiale envisagée, soit la souscription d'un minimum de 562 500 actions nouvelles (représentant un montant de 5 625 000 euros sur la base du point médian de la fourchette de prix indicative de 10 euros), l'Offre serait annulée et les ordres de souscription seraient caducs.

5.1.5 Réduction de l'Offre

Voir les paragraphes 5.1.3 de la présente Note d'Opération pour une description de la réduction des ordres émis dans le cadre de l'Offre.

5.1.6 Nombre minimal ou maximal d'actions sur lequel peut porter un ordre

Voir le paragraphe 5.1.3 de la présente Note d'Opération pour le détail des nombres minimal ou maximal d'actions sur lesquelles peuvent porter les ordres émis dans le cadre de l'OPO.

Il n'y a pas de montant minimal et maximal des ordres émis dans le cadre du Placement Global.

5.1.7. Révocation des ordres de souscription

Voir le paragraphe 5.1.3.1 de la présente Note d'Opération pour une description des cas de révocation des ordres émis dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert et du Placement Global.

5.1.8 Versement des fonds et modalités de délivrance des Actions Offertes

Le prix des Actions Offertes (voir le paragraphe 5.3.1 de la présente Note d'Opération) dans le cadre de l'Offre devra être versé comptant par les donneurs d'ordres au plus tard à la date de règlement-livraison de l'Offre, soit, selon le calendrier indicatif, le 15 juin 2015.

Les actions seront enregistrées au compte des donneurs d'ordres dès que possible à compter de la diffusion de l'avis de résultat de l'Offre par Euronext soit, selon le calendrier indicatif, à partir du 11 juin 2015 et au plus tard à la date de règlement-livraison soit, selon le calendrier indicatif, le 15 juin 2015.

Le règlement des fonds à la Société correspondant à l'émission des Actions Nouvelles Supplémentaires dans le cadre de l'Option de Surallocation est prévu au plus tard le deuxième jour ouvré suivant la date d'exercice de l'Option de Surallocation.

Les fonds versés à l'appui des souscriptions seront centralisés auprès de Midcap Partners, qui sera chargée d'établir le certificat de dépôt des fonds constatant la réalisation de l'augmentation de capital.

5.1.9. Publication des résultats de l'émission

Les résultats et les modalités définitives de l'Offre feront l'objet d'un communiqué de presse de la Société et d'un avis de Euronext dont la diffusion est prévue le 11 juin 2015, sauf clôture anticipée (étant précisé toutefois que la durée de l'OPO ne pourra être inférieure à trois jours de bourse - voir paragraphe 5.3.2 de la présente Note d'Opération) auquel cas la diffusion du communiqué et de l'avis devrait intervenir, le lendemain du jour de la clôture de l'Offre.

5.1.10 Droits préférentiels de souscription

L'augmentation de capital réalisée dans le cadre de l'Offre sera réalisée avec suppression du droit préférentiel de souscription.

5.2. PLAN DE DISTRIBUTION ET ALLOCATION DES ACTIONS NOUVELLES

5.2.1. Catégorie d'investisseurs potentiels et restrictions applicables à l'Offre

5.2.1.1. Catégorie d'investisseurs potentiels

L'Offre comprend :

- une offre au public en France réalisée sous la forme d'une offre à prix ouvert principalement destinée aux personnes physiques ;
- un placement global principalement destiné aux investisseurs institutionnels comportant :
 - un placement en France ; et
 - un placement privé international dans certains pays, à l'exclusion, notamment, des Etats-Unis d'Amérique, du Canada, du Japon et de l'Australie.

5.2.1.2. Restrictions applicables à l'Offre

La diffusion du Document de Base, de la présente Note d'Opération, du résumé du Prospectus ou de tout autre document ou information relatifs aux opérations prévues par la présente Note d'Opération ou l'offre ou la vente ou la souscription des actions de la Société peuvent, dans certains pays, y compris les États-Unis d'Amérique, faire l'objet d'une réglementation spécifique. Les personnes en possession des documents susvisés doivent s'informer des éventuelles restrictions découlant de la réglementation locale et s'y conformer.

Les intermédiaires habilités ne pourront accepter aucun ordre émanant de clients ayant une adresse située dans un pays ayant instauré de telles restrictions et les ordres correspondants seront réputés être nuls et non avenus.

Toute personne (y compris les *trustees* et les *nominees*) recevant le Document de Base, la présente Note d'Opération, le Prospectus, son résumé ou tout autre document ou information relatifs à l'Offre, ne doit le distribuer ou le faire parvenir dans de tels pays qu'en conformité avec les lois et réglementations qui y sont applicables. Toute personne qui, pour quelque cause que ce soit, transmettrait ou permettrait la transmission des documents susvisés dans de tels pays, doit attirer l'attention du destinataire sur les stipulations de la présente section.

La présente Note d'Opération, le Document de Base, le Prospectus, son résumé et les autres documents relatifs aux opérations prévues par la présente Note d'Opération ne constituent pas une offre de vente ou une sollicitation d'une offre de souscription de valeurs mobilières dans tout pays dans lequel une telle offre ou sollicitation serait illégale. La présente Note d'Opération, le Document de Base n'ont fait l'objet d'aucun enregistrement ou visa en dehors de la France.

Le Chef de File et Teneur de Livre n'offrira les actions à la vente qu'en conformité avec les lois et règlements en vigueur dans les pays où ils feront cette offre de vente.

5.2.1.2.1. Restrictions concernant les États-Unis d'Amérique

Les actions de la Société n'ont pas été et ne seront enregistrées en application du *U.S. Securities Act* de 1933 (le « *Securities Act* »), ni auprès d'aucune autorité de régulation boursière dépendant d'un État américain. En conséquence, les actions de la Société ne peuvent être ni offertes ni vendues ou autrement cédées ou transférées de quelque manière que ce soit aux États-Unis d'Amérique, ou pour le compte ou au profit de *U.S. persons* sauf après enregistrement ou dans le cadre d'opérations bénéficiant d'une exemption à l'enregistrement prévue par le *Securities Act*.

Le Document de Base, la présente Note d'Opération, le Prospectus, son résumé, et tout autre document établi dans le cadre de l'Offre ne doivent pas être distribués aux États-Unis d'Amérique.

5.2.1.2.2. Restrictions concernant les États de l'Espace Économique Européen (autres que la France)

S'agissant des États membres de l'Espace Économique Européen autres que la France (les « **Etats Membres** ») ayant transposé la Directive Prospectus, aucune action n'a été entreprise et ne sera entreprise à l'effet de permettre une offre au public des actions de la Société rendant nécessaire la publication d'un prospectus dans l'un ou l'autre des Etats Membres. Par conséquent, les actions de la Société peuvent être offertes dans les États membres uniquement :

- a) à des investisseurs qualifiés, tels que définis par la Directive Prospectus, conformément à l'article 3.2(a) de la Directive Prospectus ;
- b) à moins de 100, ou si l'Etat Membre a transposé la disposition concernée de la Directive Prospectus Modificative, 150 personnes physiques ou morales (autres que des investisseurs qualifiés tels que définis dans la Directive Prospectus), sous réserve du consentement préalable des établissements chargés du placement nommés par la Société pour une telle offre, conformément aux articles 3.2(b) de la Directive Prospectus et 1.3(a)(i) de la Directive Prospectus Modificative ; ou
- c) dans tous les autres cas où la publication d'un prospectus n'est pas requis au titre des dispositions de l'article 3 de la Directive Prospectus.

Pour les besoins du présent paragraphe, (i) l'expression « offre au public des actions » dans un Etat membre donné signifie toute communication adressée à des personnes, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, et présentant une information suffisante sur les conditions de l'offre et sur les valeurs mobilières objet de l'offre, pour permettre à un investisseur de décider d'acheter ou de souscrire ces valeurs mobilières, telle que cette définition a été, le cas échéant, modifiée dans l'Etat Membre considéré, (ii) l'expression « Directive Prospectus » signifie la Directive 2003/71/CE du 4 novembre 2003, telle que transposée dans l'Etat Membre (telle que modifiée, y compris par la Directive Prospectus Modificative dès lors que celle-ci aura été transposée par chaque Etat Membre) et (iii) l'expression « Directive Prospectus Modificative » signifie la Directive 2010/73/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010.

Ces restrictions de vente concernant les États membres s'ajoutent à toute autre restriction de vente applicable dans les États membres ayant transposé la Directive Prospectus.

5.2.1.2.3 Restrictions concernant le Royaume-Uni

Le Prospectus est distribué et destiné uniquement aux personnes qui (i) sont situées en dehors du Royaume-Uni, (ii) sont des « *investment professionals* » (à savoir des personnes ayant une expérience professionnelle en matière d'investissement) selon l'article 19(5) du Financial Services and Markets Act 2000 (Financial Promotion) (le « **FSMA** ») Order 2005 (l'« **Ordre** »), (iii) sont des « *high net worth entities* » ou toute autre personne entrant dans le champ d'application de l'article 49(2) (a) à (d) de l'Ordre (« *high net worth companies* », « *unincorporated associations* », etc.) ou (iv) sont des personnes auxquelles une invitation ou une incitation à s'engager dans une activité d'investissement (au sens de l'article 21 du FSMA) peut être légalement communiquée ou transmise (ci-après dénommées ensemble les « **Personnes Qualifiées** »). Toute invitation, offre ou accord de souscription des actions de la Société ne pourront être proposés ou conclus qu'avec des Personnes Qualifiées. Les actions de la Société visées dans le Prospectus ne pourront être offertes au profit de personnes situées au Royaume-Uni autres que des Personnes Qualifiées. Toute personne autre qu'une Personne Qualifiée ne devra pas agir ou se fonder sur le Prospectus ou l'une quelconque de ses dispositions. Les personnes en charge de la diffusion du Prospectus doivent se conformer aux conditions légales de la diffusion du Prospectus.

5.2.1.2.4 Restrictions concernant l'Australie, le Canada et le Japon

Les Actions Offertes, ne pourront être offertes ou vendues en Australie, au Canada et au Japon.

5.2.2. Intention de souscription des principaux actionnaires de la Société ou des membres de ses organes d'administration, de direction ou de surveillance ou de quiconque entendrait prendre une souscription de plus

Les sociétés suivantes se sont engagés à placer des ordres de souscription :

- AURIGA PARTNERS pour un montant de 400.000 euros ;
- TDH pour un montant de 300.000 euros ;
- Access2Net pour un montant de 50.000 euros.

Etant précisé que ces ordres de souscription pourront être réduits dans l'hypothèse où les souscriptions recueillies dans le cadre de l'Offre représenteraient plus de 750 000 actions soit 7 500 000 euros sur la base d'un prix égal au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre (10 euros).

Le montant total des engagements de souscription reçus s'élève à 750 000 euros soit :

- 10% du montant brut de l'Offre sur la base d'un prix égal au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre (10 euros) avant exercice de la Clause d'Extension et Option de Surallocation (750 000 actions nouvelles) ;
- 14,81% du montant brut de l'Offre sur la base d'un prix égal à la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre (9€) dans le cadre d'une limitation de l'Offre à 75% (562 500 actions nouvelles).

5.2.3 Information pré-allocation

Ces informations figurent aux paragraphes 5.1.1 et 5.1.3 de la présente Note d'Opération.

5.2.4 Notification aux souscripteurs

Dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert, les investisseurs ayant passé des ordres de souscription seront informés de leurs allocations par leur intermédiaire financier.

Dans le cadre du Placement Global, les investisseurs ayant passé des ordres de souscription seront informés de leurs allocations par le Chef de File et Teneur de Livre.

Le résultat de l'Offre fera l'objet d'un avis de Euronext le 11 juin 2015 et d'un communiqué de la Société qui préciseront les réductions éventuellement appliquées aux ordres émis.

5.2.5 Clause d'Extension

En fonction de la demande, la Société pourra, en accord avec le Chef de File et Teneur de Livre, décider d'augmenter le nombre d'actions nouvelles d'un maximum de 15 %, soit un maximum de 112 500 actions supplémentaires, au Prix de l'Offre (tel que ce terme est défini au paragraphe 5.3.1 de la présente Note d'Opération).

La décision d'exercer la Clause d'Extension sera prise au moment de la fixation du prix par le Directoire (après autorisation du Conseil de surveillance) prévue le 11 juin 2015 et sera mentionnée dans le communiqué de la Société et l'avis de Euronext annonçant le résultat de l'Offre.

5.2.6 Option de Surallocation

La Société consentira à Midcap Partners, agissant en son nom et pour son compte une option de surallocation (l'« **Option de Surallocation** »). Celle-ci permettra de souscrire des actions nouvelles supplémentaires dans la double limite (i) de 15 % du nombre d'Actions Nouvelles (après exercice éventuel de la Clause d'Extension) et (ii) de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 6 mai 2015 d'émettre lors de l'Offre un nombre des actions ordinaires qui ne pourra être supérieur à 2 000 000.

Ainsi un maximum de 129 375 actions nouvelles (les « Actions Nouvelles Supplémentaires ») pourront être émises au Prix de l'Offre (tel que ce terme est défini au paragraphe 5.3.1 de la présente Note d'Opération).

Cette Option de Surallocation, qui permettra de couvrir d'éventuelles surallocations et de faciliter les opérations de stabilisation, pourra être exercée en une seule fois à tout moment, en tout ou partie, jusqu'au trentième jour calendaire suivant la date de début des négociations soit, à titre indicatif, au plus tard le 16 juillet 2015.

En cas d'exercice de l'Option de Surallocation, l'information relative à cet exercice et au nombre d'Actions Nouvelles Supplémentaires à émettre serait portée à la connaissance du public au moyen d'un communiqué diffusé par la Société et d'un avis publié par Euronext.

5.3. FIXATION DU PRIX DE SOUSCRIPTION

5.3.1. Méthode de fixation du Prix de l'Offre

Le prix des actions offertes dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert sera égal au prix des actions offertes dans le cadre du Placement Global (le « **Prix de l'Offre** »).

Il est prévu que le Prix de l'Offre soit fixé le 11 juin 2015 par le Directoire (après autorisation du Conseil de surveillance), étant précisé que cette date pourrait être reportée ou avancée comme indiqué au paragraphe 5.3.2 de la présente Note d'Opération.

Le Prix de l'Offre résultera de la confrontation de l'offre des actions dans le cadre du Placement Global et des demandes émises par les investisseurs selon la technique dite de « construction du livre d'ordres » telle que développée par les usages professionnels.

Cette confrontation sera effectuée notamment sur la base des critères de marché suivants :

- capacité des investisseurs retenus à assurer un développement ordonné du marché secondaire ;
- ordre d'arrivée des demandes des investisseurs ;
- quantité demandée ; et
- sensibilité au prix des demandes exprimées par les investisseurs.

Le Prix de l'Offre pourrait se situer dans une fourchette comprise entre 9 euros et 11 euros par action. Cette fourchette pourra être modifiée à tout moment jusqu'au (et y compris le) jour prévu pour la clôture de l'Offre dans les conditions prévues au paragraphe 5.3.2 de la présente Note d'Opération. Cette information est donnée à titre purement indicatif et ne préjuge en aucun cas du Prix de l'Offre qui pourra être fixé en dehors de cette fourchette dans les conditions précisées au paragraphe 5.3.2 de la présente Note d'Opération.

Eléments d'appréciation de la fourchette de prix

La fourchette indicative de prix indiquée dans la présente Note d'Opération et fixée par le Directoire (après autorisation du Conseil de surveillance) de la Société le 25 mai 2015 fait ressortir une capitalisation boursière de la Société comprise entre 34 et 41,5 millions, sur la base d'un nombre de 750 000 actions souscrites dans le cadre de l'Offre (correspondant à 100% des actions offertes dans le cadre de l'Offre en l'absence d'exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation).

Cette information ne préjuge en aucun cas du Prix de l'Offre. Le Prix de l'Offre retenu résultera de la procédure décrite au paragraphe 5.3.1 de la présente Note d'Opération.

5.3.2. Procédure de Publication du Prix de l'Offre et des éventuelles modifications des paramètres de l'Offre

5.3.2.1. Date de fixation du Prix de l'Offre – Modification éventuelle du calendrier

Il est prévu que le Prix de l'Offre soit fixé le 11 juin 2015, étant précisé que cette date pourrait être reportée si les conditions de marché et les résultats de la construction du livre d'ordres ne permettaient pas de fixer le Prix de l'Offre dans des conditions satisfaisantes. Dans ce cas, la nouvelle date de clôture du Placement Global et de l'OPO et la nouvelle date prévue pour la détermination du Prix de l'Offre feraient l'objet d'un avis diffusé par Euronext et d'un communiqué de presse diffusé par la Société au plus tard la veille de la date de clôture initiale de l'OPO (sans préjudice des stipulations relatives à la modification de la date de clôture du Placement Global et de l'OPO en cas de modification de la fourchette de prix, de fixation du Prix de l'Offre en dehors de la fourchette ou en cas de modification du nombre d'Actions Offertes dans le cadre de l'Offre figurant au paragraphe 5.3.2.3).

Les ordres émis dans le cadre de l'OPO avant la diffusion de l'avis de Euronext et du communiqué de presse de la Société susvisés seront maintenus sauf s'ils ont été expressément révoqués avant la nouvelle date de clôture de l'OPO (incluse).

5.3.2.2. Publication du Prix de l'Offre et du nombre d'Actions Offertes

Le Prix de l'Offre et le nombre définitif d'Actions Offertes seront portés à la connaissance du public par un communiqué de presse diffusé par la Société et par un avis diffusé par Euronext le 11 juin 2015 selon le calendrier indicatif, sauf fixation anticipée du Prix de l'Offre auquel cas la diffusion du communiqué et de l'avis devrait intervenir, le jour de la fixation du Prix de l'Offre.

5.3.2.3. Modifications de la fourchette, fixation du Prix de l'Offre en dehors de la fourchette et modification du nombre d'Actions Offertes

Modifications donnant lieu à révocabilité des ordres émis dans le cadre de l'OPO

En cas de modification à la hausse de la borne supérieure de la fourchette de prix ou en cas de fixation du Prix de l'Offre au-dessus de la borne supérieure de la fourchette de prix (initiale ou, le cas échéant, modifiée), la procédure suivante s'appliquera :

- Nouvelles modalités : les nouvelles modalités de l'Offre seront portées à la connaissance du public au moyen d'un communiqué de presse diffusé par la Société et d'un avis diffusé par Euronext. Le communiqué de presse de la Société et l'avis de Euronext susvisés indiqueront la nouvelle fourchette de prix, et le cas échéant, le nouveau calendrier, avec la nouvelle date de clôture de l'OPO, la nouvelle date prévue pour la fixation du Prix de l'Offre et la nouvelle date de règlement-livraison.
- Date de clôture de l'OPO : la date de clôture de l'OPO sera reportée ou une nouvelle période de souscription à l'OPO sera réouverte, selon le cas, de telle sorte qu'il s'écoule au moins deux jours de bourse entre la date de diffusion du communiqué susvisé et la nouvelle date de clôture de l'OPO.
- Révocabilité des ordres émis dans le cadre de l'OPO : les ordres émis dans le cadre de l'OPO avant la diffusion du communiqué susvisé seront maintenus sauf s'ils ont été expressément révoqués avant la nouvelle date de clôture de l'OPO incluse. De nouveaux ordres pourront être émis jusqu'à la nouvelle date de clôture de l'OPO incluse (ces ordres pourront toutefois être expressément révoqués avant la nouvelle date de clôture de l'OPO incluse en cas de nouveau report de la date de fixation du Prix de l'Offre et/ou de nouvelle modification des modalités de l'Offre).

Modifications ne donnant pas lieu à révocabilité des ordres émis dans le cadre de l'OPO

- Le Prix de l'Offre pourrait être librement fixé en-dessous de la borne inférieure de la fourchette indicative de prix ou la fourchette pourrait être modifiée librement à la baisse. Le Prix de l'Offre ou la nouvelle fourchette indicative de prix serait alors communiqué au public dans les conditions prévues au paragraphe 5.3.2.2 de la présente Note d'Opération en l'absence d'impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre.

En conséquence si la fixation du Prix de l'Offre en-dessous de la borne inférieure de la fourchette indicative de prix ou si la modification à la baisse de la fourchette de prix n'avait pas d'impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre, le Prix de l'Offre sera porté à la connaissance du public par le communiqué de presse de la Société et l'avis de Euronext visés au paragraphe 5.3.2.2 de la présente Note d'Opération, dont la diffusion devrait intervenir, selon le calendrier indicatif, le 11 juin 2015, sauf fixation anticipée du Prix de l'Offre auquel cas la diffusion du communiqué et de l'avis devrait intervenir, le jour de la fixation du Prix de l'Offre.

- En revanche, si la fixation du Prix de l'Offre en-dessous de la borne inférieure de la fourchette indicative de prix ou si la modification à la baisse de la fourchette de prix avait un impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre, les stipulations du paragraphe 5.3.2.5 ci-dessous seraient applicables.
- Le nombre d'Actions Offertes pourrait également être modifié librement si cette modification n'avait pas d'impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre. Dans le cas contraire, les stipulations du paragraphe 5.3.2.5 ci-dessous seraient applicables.

5.3.2.4. Clôture anticipée ou prorogation de l'Offre

Les dates de clôture du Placement Global et de l'OPO pourront être avancées (sans toutefois que la durée de l'OPO ne puisse être inférieure à trois jours de bourse) ou prorogées dans les conditions suivantes :

Si la date de clôture est avancée, la nouvelle date de clôture fera l'objet de la diffusion d'un avis par Euronext et de la diffusion par la Société d'un communiqué de presse annonçant cette modification au plus tard la veille de la nouvelle date de clôture.

Si la date de clôture est prorogée, la nouvelle date de clôture fera l'objet de la diffusion d'un avis par Euronext et de la diffusion par la Société d'un communiqué de presse annonçant cette modification au plus tard la veille de la date de clôture initiale. Dans ce cas, les ordres émis dans le cadre de l'OPO avant la diffusion de l'avis d'Euronext et du communiqué de presse de la Société susvisés seront maintenus sauf s'ils ont été expressément révoqués avant la nouvelle date de clôture de l'OPO (inclusive).

5.3.2.5. Modification significative des modalités de l'Offre

En cas de modification significative des modalités initialement arrêtées pour l'Offre non prévue par la présente Note d'Opération, une note complémentaire au Prospectus serait soumise au visa de l'AMF. Les ordres émis dans le cadre de l'OPO et du Placement Global seraient nuls si l'AMF n'apposait pas son visa sur cette note complémentaire au Prospectus. Les ordres émis dans le cadre de l'OPO et du Placement Global avant la mise à disposition de la note complémentaire au Prospectus visée par l'AMF pourraient être révoqués pendant au moins deux jours de négociation après la mise à disposition de celle-ci (voir le paragraphe 5.3.2.3 de la présente Note d'Opération pour une description de cas dans lesquels le présent paragraphe s'appliquerait).

5.3.3. Restriction ou suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires

Les Actions Nouvelles et les Actions Nouvelles Supplémentaires sont émises en vertu de la 10^{ème} et de la 11^{ème} résolutions de l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires de la Société en date du 6 mai 2015 autorisant une augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription par voie d'offre au public (voir le paragraphe 4.6.1 de la présente Note d'Opération).

5.3.4. Disparité de prix

Deux opérations ont impacté le capital social au cours des douze derniers mois. Il s'agit de :

- i. L'augmentation de capital de juin 2014 qui s'est réalisée sous la forme de l'émission de 40 433 actions (dont 37 045 actions P et 3 388 actions ordinaires) de la Société pour un prix unitaire de 1€ de valeur nominal (soit 0,10€ par action à ce jour compte tenu de la division du nominal par 10 décidée par l'Assemblée Générale Mixte du 6 mai 2015) assortie d'une prime d'émission de 27€. Cette opération a représenté un montant total (prime d'émission incluse) de 1 132 124 €.

Liste des actionnaires ayant participé à l'opération :

FCPR AurigaVenture III	action P	20.794
TDH	action P	14.921
R. Majeri	action P	535
P. Lacourte	action P	535
R. Motte	action P	200
J-N de Galzain	action P	20
A. Rosset	action P	20
M. Martin	action P	20
D. Meurisse	action ordinaire	1.785
O. Panafieu	action ordinaire	1.070
V. Durant	action ordinaire	333
S. Adda	action ordinaire	200

- ii. Le Directoire du 28 novembre 2014 sur la base de la délégation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 12 juin 2014 après autorisation du Conseil de surveillance en date du 8 octobre 2014 et de l'Assemblée Spéciale des titulaires d'actions P en date du 28 novembre 2014 a décidé d'émettre et d'attribuer aux membres du Directoire 5 835 BSPCE sur les 5 835 autorisés par l'Assemblée susvisée. Chaque Bon donnera droit à 10 actions nouvelles de la Société d'une valeur nominale de 0,10 Euro au prix chacun de 28 €. Ces bons sont exerçables jusqu'au 28 novembre 2019.

L'augmentation de capital de juin 2014, qui a été principalement souscrite par deux actionnaires historiques FCPR AURIGA VENTURE III et TDH au prix de 28 euros (2,80 euros après division du nominal) par action prime incluse, a été réalisée afin notamment de permettre le financement de projets liés au développement commercial et marketing du produit, sans recherche de nouveaux fonds. Ainsi, ce prix de 28 euros par action résulte d'une négociation avec les actionnaires historiques.

Le prix des actions qui pourront être exercées en vertu des BSPCE attribués en 2014, tel que retenu par le Directoire du 28 novembre 2014 (28 euros soit 2,80 euros après division du nominal) correspond au prix de souscription par les fonds d'investissement à l'augmentation de capital de juin 2014 rappelée ci-dessus.

En ce qui concerne la fourchette indicative du Prix de l'Offre comprise entre 9 et 11 euros par action, elle résulte d'une valorisation de la Société selon des méthodes usuelles.

5.4. PLACEMENT ET GARANTIE

5.4.1. Coordonnées des établissements financiers introducteurs

Le Chef de File et Teneur de Livre est :

Midcap Partners
39 rue Cambon
75001 Paris

Le Listing Sponsor est :
Sponsor Finance
19 rue du Rocher
75008 Paris

5.4.2. Coordonnées des intermédiaires chargés du service financier et des dépositaires dans chaque pays concerné

Le service des titres de la Société (tenue du registre des actionnaires nominatifs) et le service financier (paiement des dividendes) seront assurés par CACEIS Corporate Trust (14, rue Rouget de Lisle, 92862 Issy-les-Moulineaux Cedex 9).

CACEIS émettra le certificat de dépôt des fonds relatif à la présente augmentation de capital.

5.4.3. Garantie

L'Offre ne fera pas l'objet d'une garantie de placement.

5.4.4. Engagements de conservation

Ces informations figurent à la section 7.3 de la présente Note d'Opération.

5.4.5. Date de règlement-livraison des Actions Offertes

Le règlement-livraison des Actions Nouvelles est prévu le 15 juin 2015.

6. INSCRIPTION A LA NEGOCIATION ET MODALITES DE NEGOCIATION

6.1. INSCRIPTION AUX NEGOCIATIONS

L'admission de l'ensemble des actions de la Société est demandée sur le marché Alternext.

Les conditions de négociation de l'ensemble des actions seront fixées dans un avis d'Euronext diffusé le 12 juin 2015 selon le calendrier indicatif.

La première cotation des actions de la Société devrait avoir lieu le 11 juin 2015. Les négociations devraient débuter au cours de la séance de bourse du 16 juin 2015.

6.2. PLACE DE COTATION

A la date du visa de l'AMF sur le Prospectus, les actions de la Société ne sont admises aux négociations sur aucun marché, réglementé ou non réglementé.

6.3. OFFRES CONCOMITANTES DE VALEURS MOBILIERES DE LA SOCIETE

Néant.

6.4. CONTRAT DE LIQUIDITE ET RACHAT D'ACTIONS PROPRES

Aucun contrat de liquidité relatif aux actions de la Société n'a été conclu à la date du visa du Prospectus.

L'Assemblée Générale Mixte de la Société réunie le 6 mai 2015, aux termes de sa 33^{ème} résolution, a autorisé, pour une durée de dix-huit mois à compter de l'Assemblée et sous condition suspensive de la première cotation des actions de la Société aux négociations sur le marché Alternext, le Directoire à mettre en œuvre un programme de rachat des actions de la Société dans le cadre des dispositions de l'article L. 225-209 du Code de commerce et conformément au Règlement Général de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

La Société devrait signer un contrat de liquidité conforme à la Charte de déontologie de l'AMAFI avec Louis Capital Market UK LLP et informera le marché des moyens affectés au contrat de liquidité dans le cadre d'un communiqué de presse. Le contrat de liquidité devrait a priori être mis en œuvre à l'issue de la période de stabilisation.

6.5. STABILISATION

Aux termes d'un contrat de placement à conclure le 11 juin 2015 entre le Chef de File et Teneur de Livre et la Société, le Chef de File et Teneur de Livre (ou toute entité agissant pour leur compte), agissant en qualité d'agent de la stabilisation, en son nom et pour son compte (l'« **Agent Stabilisateur** »), pourra (mais ne sera en aucun cas tenu de) réaliser des opérations de stabilisation dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables, notamment celles du règlement n°2273/2003 de la Commission européenne (CE) du 22 décembre 2003 portant modalités d'application de la directive 2003/06/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 sur les opérations d'initiés et les manipulations de marché (le « Règlement Européen »).

Il est précisé qu'il n'y a pas d'assurance que de telles opérations seront mises en œuvre et qu'en toute hypothèse il pourra y être mis fin à tout moment et sans préavis.

Les opérations de stabilisation ont pour objet de stabiliser ou de soutenir le prix de marché des actions. Elles sont susceptibles d'affecter le prix de marché des actions et peuvent aboutir à la fixation d'un prix de marché plus élevé que celui qui prévaudrait en leur absence.

En cas de mise en œuvre, de telles interventions pourront être réalisées, à tout moment, pendant une période de 30 jours calendaires à compter de la date du début des négociations soit, selon le calendrier indicatif, jusqu'au 16 juillet 2015 (inclus). Conformément à l'article 10-1 du Règlement Européen, les opérations de stabilisation ne pourront être effectuées à un prix supérieur au prix de l'Offre.

L'information des autorités de marché compétentes et du public sera assurée par l'Agent Stabilisateur conformément à l'article 9 du Règlement Européen et à l'article 631-10 du règlement général de l'AMF.

7. DETENEURS DE VALEURS MOBILIERES SOUHAILANT LES VENDRE

7.1. PERSONNES OU ENTITES AYANT L'INTENTION DE VENDRE DES TITRES DE CAPITAL OU DES VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL DE LA SOCIETE

Néant

7.2. NOMBRE ET CATEGORIES DE VALEURS MOBILIERES OFFERTES PAR LES DETENEURS SOUHAILANT LES VENDRE

Néant

7.3. ENGAGEMENTS DE CONSERVATION DES TITRES

7.3.1. Engagement d'abstention souscrit par la Société

La Société s'engagera envers Midcap Partners à ne pas procéder à l'émission, l'offre ou la cession, ni à consentir de promesse de cession, sous une forme directe ou indirecte (notamment sous forme d'opérations sur produits dérivés ayant des actions pour sous-jacents), d'actions ou de valeurs mobilières, donnant droit par conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière à l'attribution de titres émis ou à émettre en représentation d'une quotité du capital de la Société, ni à formuler publiquement l'intention de procéder à une ou plusieurs des opérations énumérées ci-dessus dans le présent paragraphe, et jusqu'à l'expiration d'une période de 180 jours suivant la date du règlement-livraison des actions émises dans le cadre de l'Offre, sauf accord préalable écrit de Midcap Partners notifié à la Société ; étant précisé que sont exclus du champ de cet engagement d'abstention : (i) les actions émises dans le cadre de l'Offre, (ii) toute opération effectuée dans le cadre d'un programme de rachat d'actions conformément aux dispositions légales et réglementaires ainsi qu'aux règles de marché applicables, (iii) les titres susceptibles d'être émis afin de couvrir les valeurs mobilières donnant accès au capital émises par la Société, (iv) les titres susceptibles d'être émis, offerts ou cédés aux salariés ou mandataires sociaux de la Société, dans le cadre de plans à venir, autorisés à la date des présentes ou qui seront autorisés par l'assemblée générale de la Société, et (v) les titres de la Société émis dans le cadre d'une fusion ou d'une acquisition des titres ou des actifs d'une autre entité, à la condition que le bénéficiaire de ces titres accepte de reprendre cet engagement pour la durée restant à courir de cet engagement et à la condition que le nombre total de titres de la Société émis dans ce cadre n'excède pas 5% du capital.

7.3.2. Engagement de conservation souscrit par les membres du Directoire

Les membres du Directoire, ont souscrit envers Midcap Partners un engagement de conservation portant sur 100% des actions qu'ils détiennent jusqu'à l'expiration d'un délai de 365 jours suivant la date de règlement-livraison.

Sont exclues du champ de ces engagements de conservation les actions qui pourraient provenir de l'exercice des BSPCE et de l'exercice des options de souscription d'actions qu'ils détiennent étant précisé que le Directoire du 4 mai 2015 a suspendu l'exercice des BSPCE et des options de souscription d'actions pour une durée de 3 mois à compter du 14 mai 2015.

7.3.3. Engagement de conservation pris par les principaux actionnaires de la Société

Les principaux actionnaires de la Société (à savoir la société Auriga Partners, la société TDH, la société Access2net, la société Sopromec Participations et le FPCI FSN Ambition Numérique représenté par BPIfrance Investissement) détenant collectivement 53,39% du capital à la date de la présente Note d'Opération et un certain nombre d'actionnaires individuels de la Société détenant collectivement 67,57% du capital à la date de la présente Note d'Opération, ont souscrit envers Midcap Partners un engagement de conservation portant sur 100% des actions qu'ils détiennent jusqu'à l'expiration d'un délai de 180 jours suivant la date de règlement-livraison.

Ainsi, 99,33% des actionnaires de la Société (y compris les membres du Directoire visés au paragraphe 7.3.2 ci-dessus) ont signé un engagement de conservation d'une durée de 180 jours (365 jours pour les membres du Directoire) suivant la date de règlement-livraison.

En outre, la société Auriga Partners, la société TDH et la société Sopromec Participations et le FPCI FSN Ambition Numérique représenté par BPIfrance Investissement ont souscrit envers Midcap Partners un engagement de conservation complémentaire portant sur 50% des actions qu'ils détiennent jusqu'à l'expiration d'un délai de 180 jours à compter du 181ème jour suivant la date de règlement-livraison.

Sont exclues du champ de ces engagements de conservation : les actions issues de l'exercice des BSA et de l'exercice des options de souscription d'actions qu'ils détiennent étant précisé que le Directoire du 4 mai 2015 a suspendu l'exercice des BSA et des options de souscription d'actions pour une durée de 3 mois à compter du 14 mai 2015.

8. DEPENSES LIEES A L'OFFRE

Sur la base d'une émission de 750 000 actions à un prix se situant au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre (soit 10 euros par action) :

- le produit brut de l'émission d'actions nouvelles sera d'environ 7,5 millions d'euros (étant ramené à environ 5,6 millions d'euros en cas de limitation de l'opération à 75 %) pouvant être porté à environ 8,6 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et environ 9,9 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation (sur la base d'un prix égal au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 10 euros). Le produit brut de l'Offre serait ramené à environ 5,1 millions d'euros en cas de limitation de l'opération à 75% et en considérant une hypothèse de cours d'introduction au prix bas de la fourchette indicative à 9 euros ;
- le produit net de l'émission d'actions nouvelles est estimé à environ 6,5 millions d'euros (étant ramené à environ 4,6 millions d'euros en cas de limitation de l'opération à 75 %) pouvant être porté à environ 7,6 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et environ 8,9 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation (sur la base d'un prix égal au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 10 euros).

Sur les mêmes bases, la rémunération globale des intermédiaires et conseils est estimée à environ 1 million d'euros (en l'absence d'exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation).

Le produit net de l'Offre serait ramené à environ 4 millions d'euros en cas de limitation de l'opération à 75% et en considérant une hypothèse de cours d'introduction au prix bas de la fourchette indicative à 9€.

9. DILUTION

9.1. IMPACT DE L'OFFRE SUR LES CAPITAUX PROPRES DE LA SOCIETE

Sur la base des capitaux propres au 31 décembre 2014 et du nombre d'actions composant le capital de la Société à la date du visa sur le Prospectus, les capitaux propres par action, avant et après réalisation de l'augmentation de capital, s'établiraient comme suit en prenant comme hypothèses :

- l'émission de 750 000 actions nouvelles à un prix de 10 euros par action (soit le point médian de la fourchette indicative de prix), et
- l'imputation des frais juridiques, comptables et administratifs et de la rémunération des intermédiaires financiers sur la prime d'émission,

L'impact de l'émission sur les capitaux propres de la Société serait le suivant :

Impact de l'Offre sur les capitaux propres de la Société

- sur la base du point médian de la fourchette indicative de prix, soit 10 euros
- l'émission de 750 000 actions nouvelles (hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de surallocation)
- l'émission de 862 500 Actions Nouvelles (en cas d'exercice de la Clause d'Extension et mais hors exercice de l'Option de surallocation)
- l'émission de 991 875 Actions Offertes (en cas d'exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de surallocation)
- compte non tenu des frais liés à l'opération

Quote part des capitaux propres en euros au 31 décembre 2014		
	base non diluée	base diluée (1)
Avant l'Offre	0,92	1,09
Après l'offre et <u>avant</u> exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation	2,72	2,76
Après l'offre et <u>après</u> exercice de la Clause d'Extension et <u>avant</u> exercice de l'Option sur Surallocation	2,93	2,96
Après l'offre et <u>après</u> exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation	3,16	3,17
En cas de limitation de l'émission à 75% de l'Offre	2,34	2,40

- (1) en supposant l'exercice intégral de tous les instruments dilutifs existant à ce jour (BSA, BSPCE et options de souscriptions d'actions) et pouvant conduire à la création d'un nombre maximum de 224 570 actions nouvelles.

9.2. MONTANT ET POURCENTAGE DE LA DILUTION RESULTANT DE L'OFFRE

	base non diluée	base diluée (1)
Avant l'Offre	1%	0,93%
Après l'offre et avant exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation	0,80%	0,76%
Après l'offre et <u>après</u> exercice de la Clause d'Extension et <u>avant</u> exercice de l'Option de Surallocation	0,78%	0,74%
Après l'offre et <u>après</u> exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation	0,75%	0,71%
En cas de limitation de l'émission à 75% de l'Offre	0,84%	0,79%

(1) en supposant l'exercice intégral de tous les instruments dilutifs existant à ce jour (BSA, BSPCE et options de souscriptions d'actions) et pouvant conduire à la création d'un nombre maximum de 224 570 actions nouvelles.

9.3. REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL ET DES DROITS DE VOTE

Les calculs réalisés pour les deux tableaux ci-dessous sont basés sur les hypothèses suivantes :

- un prix égal au point médian de la fourchette indicative de Prix de l'Offre, soit 10 euros,
- les ordres émis par les actionnaires ayant signé un engagement de souscription (tels que présentés au paragraphe 5.2.2 de la présente Note d'Opération) aient été entièrement servis, et
- un droit de vote double est attaché à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative, depuis deux ans au moins, conformément à la décision de l'Assemblée Générale Mixte du 6 mai 2015.

9.3.1. Répartition du capital avant et après l'introduction

Il convient de noter que la répartition du capital après l'impact de l'Offre tient compte des engagements de souscription tels que présentés au paragraphe 5.2.2 de la présente Note d'Opération.

	Avant introduction		Après introduction Emission à 75 %		Après introduction Emission à 100 %		Après introduction Emission à 100 % + Clause d'Extension + Option de Surallocation	
Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital	Nombre d'actions	% du capital	Nombre d'actions	% du capital	Nombre d'actions	% du capital
Jean-Noël de Galzain	702 410	23,15%	702 410	19,53%	702 410	18,56%	702 410	17,44%
Amaury Rosset	244 320	8,05%	244 320	6,79%	244 320	6,46%	244 320	6,07%
Dominique Meurisse	17 850	0,59%	17 850	0,50%	17 850	0,47%	17 850	0,44%
Total dirigeants mandataires sociaux	964 580	31,79%	964 580	26,81%	964 580	25,49%	964 580	23,96%
Auriga Partners	603 690	19,89%	643 690	17,89%	643 690	17,01%	643 690	15,99%
TDH	433 170	14,27%	463 170	12,88%	463 170	12,24%	463 170	11,50%
Access2Net	133 360	4,39%	138 360	3,85%	138 360	3,66%	138 360	3,44%
Sopromec Participations	100 010	3,30%	100 010	2,78%	100 010	2,64%	100 010	2,48%
Didier Lesteven	4 000	0,13%	4 000	0,11%	4 000	0,11%	4 000	0,10%
Total mandataires sociaux (hors dirigeants)	1 274 230	41,99%	1 349 230	37,51%	1 349 230	35,65%	1 349 230	33,51%
FPCI FSN/ PME BPI France investissement	350 000	11,53%	350 000	9,73%	350 000	9,25%	350 000	8,69%
Salariés	55 050	1,81%	55 050	1,53%	55 050	1,45%	55 050	1,37%
Autres	390 820	12,88%	390 820	10,86%	390 820	10,33%	390 820	9,71%
			487 500	13,55%	675 000	17,84%	916 875	22,77%
Total	3 034 680	100,00%	3 597 180	100,00%	3 784 680	100,00%	4 026 555	100,00%

9.3.2. Répartition des droits de vote avant et après l'introduction

Il convient de noter que la répartition du capital après l'impact de l'Offre tient compte des engagements de souscription tels que présentés au paragraphe 5.2.2 de la présente Note d'Opération ainsi que d'un droit de vote double pour toutes les actions détenues sous forme nominative pendant au moins deux ans, conformément à la décision de l'Assemblée Générale Mixte du 6 mai 2015.

	Avant introduction		Après introduction Emission à 75 %		Après introduction Emission à 100 %		Après introduction Emission à 100 % + Clause d'Extension + Option de Surallocation	
Actionnaires	Nombre de droits de vote	% des droits de vote	Nombre de droits de vote	% des droits de vote	Nombre de droits de vote	% des droits de vote	Nombre de droits de vote	% des droits de vote
Jean-Noël de Galzain	702 410	23,15%	1 404 620	22,60%	1 404 620	21,94%	1 404 620	21,14%
Amaury Rosset	244 320	8,05%	488 440	7,86%	488 440	7,63%	488 440	7,35%
Dominique Meurisse	17 850	0,59%	17 850	0,29%	17 850	0,28%	17 850	0,27%
Total dirigeants mandataires sociaux	964 580	31,79%	1 910 910	30,74%	1 910 910	29,84%	1 910 910	28,76%
Auriga Partners	603 690	19,89%	1 032 440	16,61%	1 032 440	16,12%	1 032 440	15,54%
TDH	433 170	14,27%	742 130	11,94%	742 130	11,59%	742 130	11,17%
Access2Net	133 360	4,39%	271 720	4,37%	271 720	4,24%	271 720	4,09%
Sopromec Participations	100 010	3,30%	200 020	3,22%	200 020	3,12%	200 020	3,01%
Didier Lesteven	4 000	0,13%	8 000	0,13%	8 000	0,12%	8 000	0,12%
Total mandataires sociaux (hors dirigeants)	1 274 230	41,99%	2 254 310	36,27%	2 254 310	35,21%	2 254 310	33,93%
FPCI FSN/ PME BPI France investissement	350 000	11,53%	700 000	11,26%	700 000	10,93%	700 000	10,53%
Salariés	55 050	1,81%	99 420	1,60%	99 420	1,55%	99 420	1,50%
Autres	390 820	12,88%	763 390	12,28%	763 390	11,92%	763 390	11,49%
			487 500	7,84%	675 000	10,54%	916 875	13,80%
Total	3 034 680	100,00%	6 215 530	100,00%	6 403 030	100,00%	6 644 905	100,00%

10. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

10.1. CONSEILLERS AYANT UN LIEN AVEC L'EMISSION

Non applicable.

10.2. AUTRES INFORMATIONS VERIFIEES PAR LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Non applicable.

10.3. RAPPORT D'EXPERTS

Non applicable.

10.4. INFORMATIONS CONTENUES DANS LE PROSPECTUS PROVENANT DE TIERCE PARTIE

Non applicable.

10.5. MISE A JOUR DE L'INFORMATION CONCERNANT LA SOCIETE

Les informations figurant dans le Document de Base enregistré le 18 mai 2015 sous le n° I 15-036 restent exactes à la date de la présente Note d'Opération.